





Mot du président Message from the President

Le Réseau juridique canadien VIH/sida a progressé de force en force, cette année. Il est demeuré un chef de file, au Canada et dans le monde, et a joué un rôle important dans plusieurs progrès intervenus au cours de l'année, qui ont fait avancer les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou qui y sont vulnérables. Je suis particulièrement fier de l'aboutissement fructueux du long effort pour l'amendement de la loi canadienne sur les brevets en vue de permettre d'améliorer l'accès à des médicaments génériques pour les personnes de pays pauvres.

Le conseil d'administration du Réseau avait adopté, en 2004, un plan stratégique pour 2004-2008; cependant nous avons décidé de le mettre à jour, en 2005, en raison de la nouvelle Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada. Notre nouveau plan stratégique, qui sera soumis à la discussion avec les membres lors de l'assemblée générale annuelle de 2005 avant d'être finalisé, établira certains domaines prioritaires pour la recherche et l'analyse des politiques en misant sur le solide corpus du travail du Réseau, et mettra en relief des enjeux susceptibles de continuer à requérir notre attention. Cela inclut les droits des personnes qui utilisent des drogues et de celles qui sont en prison, ainsi que les préoccupations de droits de la personne en lien avec le travail sexuel et le VIH/sida. En vue de continuer à raffiner les priorités stratégiques du Réseau. le conseil a hâte d'en discuter avec les membres et l'équipe.

Des changements considérables sont à noter au conseil d'administration, cette année. Tristement, nous avons perdu un membre, Michael Linhart, décédé prématurément à 43 ans, en octobre 2004. Activiste passionné jusqu'à la toute fin, Michael est décédé alors qu'il était à Ottawa avec le Réseau pour le lancement de notre rapport d'avant-garde sur l'échange de seringues en prison. Michael avait découvert en 1991 qu'il était séropositif, alors qu'il était en détention dans une prison fédérale. Il est devenu l'un des premiers prisonniers au Canada à parler ouvertement du VIH dans les prisons, et il a continué pendant le reste de sa vie à se battre pour les droits des

The Canadian HIV/AIDS Legal Network has moved from strength to strength in the last year. The Network has continued to be a leader in Canada and internationally and has played an important role in several developments in the last year that have advanced the human rights of people living with or vulnerable to HIV/AIDS. I am especially pleased that the long effort to amend the Canadian patent law to allow for the possibility of improved access to generic drugs for people in resource-poor countries has borne fruit.

Though the board of the Legal Network adopted in 2004 a strategic plan for 2004-2008, in 2005 we took on the task of updating the strategic plan in light of the new Federal Initiative on HIV/AIDS. The new strategic plan, which will be discussed by the membership at the annual general meeting of 2005 and finalized thereafter, lays out some priority areas for research and policy analysis that build on the Network's strong body of work and underscores issues that are likely to continue to require our attention. These include the rights of people who use drugs and people in prison as well as human rights concerns related to sex work and HIV/AIDS. The board looks forward to our continued refinement of strategic priorities and our discussions with members and staff in this task.

The board of directors underwent considerable change during the year. Most sadly, we lost board member Michael Linhart to his untimely death at the age of 43 in October 2004. A passionate activist to the end, Michael died while in Ottawa with the Legal Network to launch our groundbreaking report calling for syringe exchange in Canadian prisons. Michael learned he was HIV-positive in 1991 while incarcerated in a federal institution. He became one of the first inmates in Canada to speak out openly on HIV in prisons and continued the struggle for rights and HIV/AIDS services for prisoners throughout his life. We mourn the loss of an outstanding activist and friend.

détenus et pour les services à leur intention en ce qui a trait au VIH/sida. Activiste exceptionnel et ami, il nous manque encore.

Joanne Csete a quitté son poste de représentante internationale au sein du conseil d'administration, mais le Réseau ne l'a pas perdue. Le conseil d'administration est heureux de continuer de travailler avec Joanne, qui est à présent directrice générale. Le Réseau bénéficie de sa passion et de son insight acquis au fil d'une longue expérience en plaidoyer pour les droits humains aux quatre coins du monde, notamment à titre de directrice du programme de Human Rights Watch sur le VIH/sida et les droits humains. Evan Wood, du B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS, a également quitté son siège au conseil d'administration, pour faire des études en médecine.

L'an dernier, le conseil a voté en faveur de désigner deux sièges pour des participants internationaux. Nous avons été ravis que ces postes soient comblés par deux activistes et leaders remarquables dans la lutte contre le VIH/sida – David Barr, avocat pour le projet de préparation aux traitements du VIH auprès de la Tide's Foundation, qui a rempli d'importantes fonctions au sein de nombreux organismes états-uniens de lutte au sida, comme Gay Men's Health Crisis; et Robert Carr, directeur de Jamaica AIDS Support et leader dans la récente création d'une coalition pan-caraïbe pour les communautés vulnérables.

Je suis heureux, aussi, que Le-Ann Dolan fasse maintenant partie du conseil. Elle a dirigé les efforts d'avant-garde d'AIDS Calgary pour intégrer les droits de la personne dans son travail. Nous sommes emballés à l'idée de collaborer avec AIDS Calgary pour aider à répliquer des activités d'accroissement des capacités liées aux droits humains, chez les organismes anti-sida, en misant sur les leçons tirées du travail d'AIDS Calgary.

We lost Joanne Csete as the first board member to occupy a seat designated for international representation but did not lose her from the Network. The board is pleased to continue working with Joanne in her capacity as executive director. Joanne's passion and insight, gained from long experience of human rights advocacy around the world, including her years as the founding director of the HIV/AIDS and human rights programme at Human Rights Watch, will now benefit the Network in new ways. We also said goodbye to Evan Wood from the British Columbia Centre for Excellence on HIV/AIDS who is pursuing medical studies.

The board voted last year to designate two seats for international participants. We were pleased that those seats could be filled by two exceptional HIV/AIDS activists and leaders – David Barr, a lawyer currently of the Tides Foundation's AIDS treatment preparedness project, who has held leadership positions in numerous U.S.-based HIV/AIDS organizations, including the Gay Men's Health Crisis; and Robert Carr, the director of Jamaica AIDS Support and a leader in the recent formation of a Caribbean region-wide coalition of vulnerable communities.

I am also pleased that Le-Ann Dolan has joined the board. Le-Ann has led AIDS Calgary's pioneering efforts to build human rights into its work. We look forward to the Legal Network's collaboration with AIDS Calgary in helping to replicate human rights capacity-building for AIDS service organizations, building on the lessons of AIDS Calgary's work. Diriger le conseil d'administration du Réseau juridique a été pour moi source de grande fierté, pendant ces quatre années. J'ai sans cesse été impressionné par le dévouement du personnel et j'ai eu d'innombrables occasions de constater le constant besoin d'une voix comme celle du Réseau pour défendre les droits humains des personnes les plus affectées par le VIH/sida. Je quitte mes fonctions de président avec l'assurance que le Réseau juridique demeurera un intervenant de premier plan dans la réponse au VIH/sida, tant au Canada que dans le monde. Je souhaite aux employé-e-s et aux membres du conseil tout le succès possible dans leur travail si essentiel.

I have been proud to lead the Legal Network's board for four years. During this time, I have always been impressed by the dedication of the staff, and constantly reminded of the ongoing need for a voice like the Network's defending the human rights of people most affected by HIV/AIDS. I step down as president confident that the Legal Network will continue to be an important player in the response to HIV/AIDS both in Canada and abroad. I wish the staff and the board continued success in all their essential work.

Kevin Mibdo

Mevin Midbo

Conseil d'administration 2004/2005

Kevin Midbo, président, Prairies

Stefan Matiation, vice-président, Ontario

Ruth Carey, trésorière, Ontario

Darlène Palmer, secrétaire, Québec

Jacqueline Gahagan, Atlantique

Michèle Lalonde, Québec

LaVerne Monette, Ontario

Le-Ann Dolan, Alberta (depuis janvier 2005)

Wayne Campbell, Colombie-Britannique

Evan Wood, Colombie-Britannique (jusqu'en novembre 2004)

David Barr, International (depuis janvier 2005)

Robert Carr, International (depuis janvier 2005)

2004/2005 Board of Directors

Kevin Midbo, President, Alberta

Stefan Matiation, Vice-President, Ontario

Ruth Carey, Treasurer, Ontario

Darlène Palmer, Secretary, Québec

Jacqueline Gahagan, Atlantic

Michèle Lalonde, Québec

LaVerne Monette, Ontario

Le-Ann Dolan, Alberta (since January 2005)

Wayne Campbell, British Columbia

Evan Wood, British Columbia (until November 2004)

David Barr, International (since January 2005)

Robert Carr, International (since January 2005)



Mot de la directrice générale Message from the **Executive Director**

Nous sommes à une étape qui pose un défi fondamental, dans la lutte contre VIH/sida et pour les droits humains. Appuyées par des millions de dollars, en particulier des États-Unis, les actions opposées aux politiques et aux programmes centrés sur les droits de la personne frappent dur. Le déni des droits des utilisateurs de drogue à des services décents et humains de prévention du VIH/sida, ainsi qu'aux soins et traitements requis, y compris en prison, a l'assentiment des lois dans de nombreux pays et est nourri par les « guerres à la drogue ». Les travailleuses sexuelles sont frappées d'une vilenie alimentée par les politiques officielles des États-Unis, qui diabolisent la prostitution. Les prisonniers, qui ne sont plus sur l'écran radar ni dans les considérations présentes, souffrent d'un manque de services élémentaires et de soutien. Les personnes vivant avec le VIH/sida continuent de rencontrer de la discrimination et des abus, y compris une interdiction injustifiée de séjour dans plusieurs pays, même pour une brève visite. Et pourtant, combien souvent la population et les décideurs, au Canada, sont complaisants devant le VIH/sida parce que d'autres problèmes plus bruyants les appellent.

Dans cette situation, le travail du Réseau juridique canadien VIH/sida est plus important que jamais. Nous continuons de faire de notre mieux pour donner à la notion de réponse au VIH/sida fondée sur les droits humains une signification concrète et ancrée dans les réalités de la vie. Nous ne reculons pas devant les questions difficiles et nous tentons sans relâche de travailler en collaboration aussi serrée que possible avec les personnes les plus affectées par l'épidémie.

L'équipe du Réseau juridique est fière de notre implication de la récente année dans les efforts soutenus pour que la Loi C-9 devienne réalité et fasse du Canada un exemple pour les autres pays riches, en ce qui touche l'amélioration de l'accès aux antirétroviraux et à d'autres traitements médicaux dans les pays pauvres. Nous luttons pour l'accès des détenus, au Canada et au-delà, aux mesures élémentaires pour la prévention, le traitement, le soutien et les soins pour le

It is a moment of crucial challenge in the world of HIV/AIDS and human rights. With hundreds of millions of dollars behind them, thanks largely to the U.S., explicit actions that undermine human rights-centered HIV/AIDS policy and programs are taking their toll. The denial of the right of drug users to decent and humane HIV/AIDS prevention services, treatment and care, including for those in prison, is condoned by the law in numerous countries and fueled by "wars on drugs". Sex workers are vilified, abetted by official U.S. policies demonizing prostitution. Prisoners are out of sight and out of mind as they suffer the lack of basic services and support. People with HIV/AIDS continue to face discrimination and abuse, including unjustified prohibition from entering many countries, even for short visits. And yet it is somehow often easy for the Canadian public and decisionmakers to be complacent about HIV/AIDS in the face of "noisier" problems.

In this environment, the work of the Canadian HIV/AIDS Legal Network is more important than ever. We continue to do our best to bring concrete, real-life meaning to a human rightsbased response to HIV/AIDS. We have not shied away from difficult issues, and we seek always to work closely with those most affected by the epidemic.

The staff of the Legal Network is proud of our involvement in the past year in the continuing effort to make Bill C-9 a reality, opening the door for Canada to set an example for wealthy countries in improving access to antiretroviral and other medical treatment in resource-poor settings. We struggle for basic HIV/AIDS prevention, treatment, support and care for prisoners in Canada and beyond. We have joined with hundreds of organizations around the world to defend the human right of persons who use drugs to HIV/AIDS services against the attack of countries that would use the U.N. to eliminate harm reduction services.

VIH/sida. Nous nous sommes alliés à des centaines d'organismes des quatre coins du monde, pour défendre le droit humain des utilisateurs de drogue à des services pour le VIH/sida – à l'encontre des attaques de pays désireux d'utiliser les Nations Unies pour éliminer les services de réduction des méfaits. Nous avons aidé des organismes montréalais qui, cette année plus que jamais, ont constaté l'effet qu'une dure surveillance policière fait subir aux droits humains des utilisateurs de drogue et des travailleuses(- eurs) sexuel-les. Nous sommes heureux d'avoir apporté à la Conférence internationale sur le sida de 2004, à Bangkok, un éclairage sur les droits humains des utilisateurs de drogue et des détenus.

Succéder à Ralf, à la barre du Réseau, n'a pas été un mince défi. Conserver le haut standard de la recherche, de l'analyse, du plaidoyer et du soutien technique, au Réseau, n'a été possible que grâce au soutien et au travail acharné de nos employé-e-s dévoués. Je remercie Thomas Haig, qui a été notre coordonnateur des communications pendant plus de quatre ans, et qui a quitté le Réseau en mai 2005 pour un poste emballant chez Séro-Zéro. Nous nous ennuyons de la collégialité de Thomas et de son dévouement aux idéaux que défend le Réseau juridique, et nous avons hâte à nos prochains contacts avec lui. Nous disons au revoir également à Natalie Morin, qui a été une pierre d'assise de notre équipe de soutien administratif; Natalie a travaillé aux premières activités internationales, puis à des tâches de soutien, notamment en dirigeant la préparation de l'assemblée générale annuelle. Elana Wright, coordonnatrice du développement communautaire, a accepté un poste stimulant à Droits et Démocratie, où elle travaillera avec les groupes étudiants. À tous ces collègues, nos meilleurs vœux de succès dans les nouveaux chapitres de leur carrière.

Le Réseau juridique compte un nouveau chercheur et analyste principal des politiques, depuis novembre 2004. Richard Pearshouse nous est venu de Dili, au Timor oriental. où il a été conseiller juridique auprès de panels spéciaux des We have stood with organizations in Montreal that have this year more than ever felt the effect of heavy-handed policing on the human rights of drug users and sex workers. We were glad to bring to the 2004 International AIDS Conference in Bangkok a spotlight on the human rights of drug users and prisoners.

It has been a great challenge to succeed Ralf Jürgens at the Legal Network. Maintaining the Network's high level of research, analysis, advocacy and technical support has been possible only with the support and hard work of the Network's dedicated staff. I would like to thank Thomas Haig, who served as the Legal Network's communications coordinator for over four years and left the Network in May 2005 to take on an exciting position at Séro-Zéro in Montreal. We miss Thomas' collegiality and his dedication to the ideals of the Legal Network and look forward to our continuing contacts. We also say goodbye to Natalie Morin who has been a stalwart of the administrative support team, working at first on international activities and later on other support tasks, including leading the preparations for the annual general meeting. Elana Wright, community development coordinator, accepted a challenging position working with students for Rights and Democracy. We wish all these colleagues great success in the new chapters in their professional lives.

The Legal Network welcomed a new senior research and policy analyst in November 2004. Richard Pearshouse came to us from Dili, East Timor, where he was a legal advisor to the U.N. Special Panels for Serious Crimes. Richard has led the Network's work on model legislation related to illicit drug policy and women's rights linked to HIV/AIDS. Richard is a citizen of Australia and the United Kingdom and has a distinguished human rights resume that spans the globe. A Spanish and Portuguese speaker, Richard has worked hard to add French to his linguistic repertoire.

Nations Unies sur les crimes graves. Richard dirige le travail du Réseau sur des lois modèles relativement aux politiques sur les drogues illicites et aux droits des femmes, dans le contexte du VIH/sida. Citoven australien et britannique, son curriculum vitæ planétaire, en matière de droits humains, le démarque. Richard travaille fort à ajouter le français à son répertoire de langues secondes, aux côtés de l'espagnol et du portugais au'il maîtrise.

Le Réseau a décidé cette année de consolider ses deux bureaux en un seul, à Toronto, à compter d'octobre 2005. Notre séparation à deux endroits, qui s'est développée avec les années et pour plusieurs raisons, n'était pas une situation propice à bâtir une équipe plus solide de recherche et de politiques – ce qui est précisément le plus nécessaire devant les nouveaux défis que nous entreprenons. Nous demeurerons bien sûr un organisme national et bilingue et nous continuerons de porter attention et intérêt aux questions juridiques et de droits humains en terre québécoise.

Je suis reconnaissante aux membres du conseil d'administration du Réseau, dirigés par Kevin Midbo, pour leur appui. Je remercie Kevin pour son leadership et les services dont il a fait bénéficier le Réseau et je suis confiante qu'il continuera de contribuer à nos efforts futurs.

The Legal Network decided this year to consolidate our two offices into one location in Toronto as of October 2005. Our separation in two locations, which came about over the vears for many reasons, was not a propitious arrangement for the building of a stronger research and policy team, which is sorely needed as we take on new challenges. The Network will, of course, remain a bilingual, national organization and will maintain its concern for and interest in legal and human rights issues that arise in Quebec.

I am grateful for the support of the Legal Network board of directors, led by our outgoing president Kevin Midbo. I thank Kevin for his leadership and service to the Legal Network and trust that he will continue to be part of the Legal Network's efforts in the future.

Joanne Csete

Le personnel du Réseau

Joanne Csete, directrice générale (depuis novembre 2004)

Richard Elliott, directeur adjoint

Glenn Betteridge, analyste principal des politiques

Richard Pearshouse, analyste principal des politiques

(depuis novembre 2004)

William Hamilton, coordonnateur des finances

Thomas Haig, responsable des communications (jusqu'en mai 2005)

Elana Wright, coordonnatrice du développement communautaire (jusqu'en août 2005)

Mélanie Paul-Hus, adjointe aux communications

Terry Gould, coordonnateur du soutien aux programmes

Natalie Morin, adjointe aux programmes

(jusqu'en septembre 2005)

Jennifer Nicholls, adjointe aux programmes

Network Staff

Joanne Csete, Executive Director (since November 2004)

Richard Elliott, Deputy Director

Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst

Richard Pearshouse, Senior Policy Analyst

(since November 2004)

William Hamilton, Finance Officer

Thomas Haig, Communications Manager (until May 2005)

Elana Wright, Community Development Coordinator

(until August 2005)

Mélanie Paul-Hus, Communications Assistant

Terry Gould, Program Support Coordinator

Natalie Morin, Program Assistant (until September 2005)

Jennifer Nicholls, Program Assistant

Échange de seringues en prison : mettre à profit les initiatives réussies

Prison needle exchange: Bringing powerful experiences home

Au moins huit pays ont officiellement reconnu l'existence d'injection de drogue dans leurs prisons et ont opté pour la distribution de matériel d'injection stérile aux détenus. Ce sont des pays aussi diversifiés que l'Espagne, l'Iran, le Kirghizstan et l'Allemagne. Ils se distinguent des nombreux pays qui nient l'injection de drogue qui a lieu dans leurs prisons, même si des utilisateurs de drogue par injection incarcérés y tombent malades en grand nombre et meurent de complications liées à l'injection de drogue, y compris du VIH/sida. Plusieurs pays reconnaissent l'efficacité éprouvée de l'échange de seringues comme pilier de la prévention du VIH dans la communauté, mais continuent d'ignorer l'usage de drogue en prison pour éviter de fournir cette mesure vitale aux détenus.

Le Canada ne fait malheureusement pas partie des pays qui ont assumé leur responsabilité de fournir des services complets pour le VIH/sida aux utilisateurs de drogue en prison. À l'occasion de la Journée mondiale du sida de 2004, le ministre fédéral de la Santé, Ujial Dosanjh, a exhorté le Service correctionnel du Canada et les autorités carcérales provinciales à remédier à cette crise de santé publique en introduisant l'échange de seringues dans leurs établissements. Lors d'une réunion d'organismes nationaux de lutte contre le sida, peu avant la Journée mondiale du sida, Le directeur adjoint du Réseau, Richard Elliott, et d'autres militants avaient lancé le défi à M. Dosanih – et ils se sont réjouis de son engagement public subséquent. Mais les responsables correctionnels échouent encore à répondre à l'appel – et l'injection de drogue, sans ce moyen critique de prévention du VIH, continue de faire des prisons canadiennes un milieu propice à la propagation du VIH/sida.

Un manque de connaissance quant à la façon dont les programmes pourraient être gérés efficacement et en toute sécurité contribuerait peut-être à la réticence des responsables des politiques carcérales et des employés correctionnels à introduire l'échange de seringues en prison. En octobre 2004, en réponse à ce besoin, le Réseau juridique a publié une étude novatrice sur le fonctionnement de programmes

At least eight countries in the world have recognized officially that injection drug use occurs within the walls of their prisons and taken the step of providing sterile injecting equipment to inmates. They include such diverse countries as Spain and Iran, Kyrgyzstan and Germany. These countries distinguish themselves from scores of others that are in official denial about the injection of drugs in their prisons, even as incarcerated drug users in large numbers become gravely ill and die from complications of injection drug use, including HIV/AIDS. Many countries recognize the proven track record of syringe exchange as a pillar of HIV prevention outside prison but allow denial about prison-based drug use to impede the provision of this life-saving service for inmates.

Canada, unfortunately, is not among the countries that have accepted their responsibility for comprehensive HIV/AIDS services for persons who use drugs in prison. On World AIDS Day 2004, Minister of Health Ujjal Dosanjh called for Correctional Service Canada and provincial prison authorities to rectify this public health crisis by instituting syringe exchange in their facilities. At a meeting with national AIDS organizations shortly before World AIDS Day, Richard Elliott, the Legal Network's deputy director, and other activists had urged Dosanjh to take up this challenge, and were encouraged to witness his subsequent public commitment. But corrections officials are not vet heeding the call, and drug injection without this critical aspect of HIV prevention continues to make Canadian prisons a breeding ground for HIV/AIDS.

A lack of knowledge of how syringe exchange programs can be effectively and safely managed in prisons may contribute to the resistance of prison policy-makers and staff to syringe exchange for inmates. Seeking to address this gap, in October 2004 the Legal Network published a ground-breaking study of the operation of prison-based syringe exchanges in six countries - Spain, Germany, Switzerland, Moldova, Belarus and Kyrgyzstan. The message of the report is clear: syringe exchange is feasible and effective, even in countries with

d'échange seringues dans les prisons de six pays — l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse, la Moldavie, la Biélorussie et le Kirghizstan. Le message du rapport est clair : l'échange de seringues est faisable et efficace, même dans les pays aux ressources limitées. Il peut être mis en œuvre d'une manière qui implique significativement les détenus, et il devrait être un élément central de la prévention du VIH dans les pays où l'injection de drogue est une importante voie de transmission du VIH, de l'hépatite C et d'autres infections.

Le rapport montre que les bienfaits de l'échange de seringues en prison ne se limitent pas seulement aux détenus : il contribue aussi à faire des prisons un milieu sûr pour les employés correctionnels. Lorsque ces derniers font des fouilles corporelles ou de cellules, ils risquent beaucoup moins de se blesser avec des seringues usagées ou des instruments d'injection contaminés. Comme l'indique le rapport, les employés correctionnels de certains pays ont même reconnu publiquement que l'échange de seringues en prison améliore la sûreté en milieu de travail.

Le rapport a été utile à des militants et responsables de politiques à l'extérieur du Canada. Il a été traduit en russe et en chinois. Il s'agit d'une importante ressource pour le nouveau gouvernement de l'Ukraine, où – en grande partie grâce à l'intervention de Ralf Jürgens, consultant pour un projet du Réseau financé par l'International Harm Reduction Development Program de l'Open Society Institute – les autorités ont accepté d'amorcer dès la fin de 2005 des projets pilotes d'échange de seringues dans deux prisons.

Unique recommandation du rapport du Réseau : les services correctionnels fédéraux et provinciaux/territoriaux du Canada devraient adopter immédiatement des mesures pour mettre en œuvre des programmes pilotes multicentriques d'échange de seringues en prison. Au palier provincial, le Réseau a rencontré l'honorable Monte Kwinter, ministre responsable des services correctionnels en Ontario, ainsi que des hauts fonctionnaires de ce ministère. Bien qu'aucun engagement concret n'ait été promis, ce fut une occasion de solliciter l'implication de dirigeants provinciaux qui connaissent bien les enjeux.

À la tête de ces efforts, Glenn Betteridge, analyste principal des politiques au Réseau juridique, est aussi en contact avec de hauts responsables en Colombie-Britannique; et il a donné un breffage téléphonique aux membres du Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public (SNEGSP). Le SNEGSP représente les employés provinciaux du secteur public, y compris ceux du système correctionnel, partout au Canada sauf au Québec. Certains syndicats provinciaux étaient ouverts à s'informer des bienfaits de l'échange de seringues, alors que d'autres ont affirmé que

severe resource constraints. It can be done in ways that involve prisoners meaningfully, and it should be a central element of HIV prevention in every country where drug use is an important factor in the spread of HIV, hepatitis C and other diseases.

The report demonstrates that syringe exchange in prison is not just an extremely effective HIV prevention measure among those incarcerated. It also helps keep prisons safe for prison staff. When prison staff pat down prisoners or conduct searches in cells, they are much less likely to encounter contaminated injection devices than if prisoners have to reuse syringes or other makeshift injecting equipment. As the report notes, prison staff themselves in some countries have publicly acknowledged that syringe exchange in prison improves the occupational safety of the prison environment.

The report has been of use to activists and policy-makers outside Canada. It has been translated into Russian and Chinese. It is an important resource for the new government of Ukraine, where – thanks in large part to the interventions of Ralf Jürgens, working as a Legal Network consultant on a project funded by the International Harm Reduction Development Program of the Open Society Institute – officials have agreed to pilot syringe exchange in two prisons beginning in late 2005.

The sole recommendation in the Legal Network's report was that federal and provincial/territorial correctional services in Canada should immediately take steps to implement multisite pilot needle exchange programs. On the provincial front, Legal Network staff met with the Hon. Monte Kwinter, the Minister Responsible for Corrections in Ontario, and senior ministry staff. While no concrete commitments resulted, the meeting was an opportunity to engage provincial officials, who were well-informed about the issues involved.

Leading this advocacy, Glenn Betteridge, senior policy analyst with the Legal Network has also been in contact with senior officials in British Columbia, and has worked with the National Union of Public and General Employees (NUPGE) to brief their members on the issue through teleconferences. NUPGE represents provincial public sector workers, including correctional workers in all provinces except Quebec. Some provincial unions were receptive to exploring the benefits of prison needle exchange, while others called the introduction of such programs "a walk-out issue". In late November 2004 in Montreal, Glenn briefed a working group of Quebec prison administrators and Montreal public health officials. Overall, provincial governments seem unlikely to take action until the federal government does so.

la mise en oeuvre de tels programmes serait « matière à débrayage ». À la fin de novembre 2004, Glenn a donné un breffage à un groupe de travail composé d'administrateurs de prisons québécoises et de dirigeants de la santé publique de Montréal. En général, les gouvernements provinciaux semblent peu enclins à passer à l'action avant le gouvernement fédéral.

Sur la scène fédérale, il y a eu plusieurs développements positifs, même s'il n'est pas encore définitif que le gouvernement agira. En plus de l'appui du ministre Dosanhj à l'occasion de la Journée mondiale du sida, ce dernier et la ministre Anne McLellan, ministre responsable des prisons fédérales, ont discuté du besoin de programmes d'échange de seringues – et la ministre McLellan a affirmé que cette mesure mérite d'être considérée. Le Réseau a effectué un suivi auprès des ministres McLellan, Dosanjh et Bennett (santé publique), les enjoignant de collaborer dans ce dossier; nous leur avons aussi offert une assistance technique. En vertu de la loi fédérale sur les systèmes correctionnels, chaque prison fédérale et bureau des libérations conditionnelles fait l'objet d'une supervision civile par le biais d'un Comité consultatif de citoyens (CCC). Glenn a rencontré le comité exécutif des CCC de l'Ontario en janvier, puis l'exécutif des CCC nationaux en mars, pour promouvoir l'échange de seringues dans les prisons canadiennes.

Une intervention de Ralf Jürgens auprès du Comité consultatif fédéral/provincial/territorial (FPT) sur le sida et du Groupe de travail FPT des responsables des services correctionnels sur la santé a porté fruit. Après leur breffage, les deux comités ont mis sur pied un groupe de travail ad hoc composé de dirigeants provinciaux, pour examiner les critères souhaitables des établissements qui accueilleraient d'éventuels projets pilotes. Tristement, le Service correctionnel du Canada refuse de collaborer à ce groupe.

Le Réseau juridique poursuivra ce travail jusqu'à ce que le Canada se joigne au nombre croissant de pays qui comprennent et reconnaissent l'importance d'une stratégie complète de prévention du VIH chez les personnes incarcérées.

On the federal level, there have been a number of welcome developments, although there is no clear indication yet when the government will act. In addition to Minister Dosanhi's endorsement on World AIDS Day, Dosanjh and Minister Anne McLellan, who is responsible for federal corrections, have discussed the need for syringe exchange programmes and Minister McLellan has stated that it warrants consideration. The Legal Network has followed up with both Ministers McLellan and Dosanjh, as well as the Hon. Carolyn Bennett, Minister of Public Health, urging them to work together on this issue and offering technical assistance. Under the federal legislation that regulates corrections, each federal prison and parole office has a civilian oversight body called a Citizen Advisory Committee (CAC). Glenn met with the Ontario CAC executive committee in January and then with the national executive in March, to present the case for syringe exchange in Canadian prisons.

A presentation by Ralf Jürgens to the Federal/Provincial/ Territorial (FPT) Committee on AIDS and the FPT Heads of Corrections Working Group on Health has paid dividends. After Ralf's briefing, the two groups struck an ad hoc working group of provincial officials to examine criteria for appropriate institutions for pilot needle exchange projects. Unfortunately, Correctional Service Canada declined to be part of the ad hoc group.

The Legal Network plans to continue this work until Canada joins the growing list of nations that have understood the importance of comprehensive HIV/AIDS prevention for all persons in state custody.



L'échange de seringues en prison : leçons d'un examen complet des données et expériences internationales (2004)

Prison Needle Exchange: Lessons from a Comprehensive Review of International Evidence and Experience (2004)



Médicaments pour tous – le droit pour rehausser l'accès aux traitements

Medicines for all: Using legislation to open the door to greater treatment access

Le 14 mai 2005 fut une journée réjouissante pour le Réseau juridique et, nous l'espérons, pour la quête de l'accès universel aux antirétroviraux. Ce jour-là, les longs efforts d'une coalition dirigée par le Réseau pour faire amender la loi du Canada sur les brevets ont été récompensés par l'entrée en vigueur du Projet de loi C-9 de 2004. Ce projet de loi était une première étape essentielle pour exporter des médicaments génériques du Canada aux pays pauvres en ressources dont les citovens ne peuvent se payer de médicaments brevetés. Richard Elliott a fait preuve d'un leadership hors pair dans cette démarche de 20 mois, qui a consisté à fournir des analyses juridiques et des témoignages parlementaires, à mobiliser une coalition de la société civile, à disséminer de l'information à tous les députés, à rédiger des lettres à l'éditeur, à solliciter une couverture médiatique et, en dépit des disputes politiques, à maintenir le cap sur l'objectif de fournir des médicaments aux gens qui en ont besoin.

Le Projet de loi C-9 – ou Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique, comme on l'a nommé à sa promulgation - constitue la première réponse d'un pays du G8 à l'accord de 2003 de l'Organisation mondiale du commerce qui ouvrait la voie à un assouplissement des règles sur les brevets, au chapitre de l'accès aux traitements pour les pays à faible revenu. La loi prévoit ce que l'on appelle, dans le langage du droit sur les brevets, des « licences obligatoires » – des autorisations accordées à des fabricants pour produire, vendre et exporter un médicament donné, même s'ils n'en détiennent pas le brevet (dans ce cas-ci, pour permettre à des fabricants génériques de vendre des médicaments à des pays pauvres en ressources qui n'ont pas les moyens d'acheter la version plus coûteuse du détenteur du brevet).

Au moment rédiger notre rapport annuel de l'an dernier, le projet de loi avait été adopté à l'unanimité à la Chambre des communes, mais on attendait la mise en œuvre de ses règlements d'accompagnement avant d'en promulguer officiellement l'entrée en vigueur. Le 4 mai 2005, un an

May 14, 2005 was a happy day for the Legal Network and, we hope, for the struggle for universal access to antiretroviral drugs. On that day, the long effort of a coalition spearheaded by the Legal Network to amend Canada's patent law was rewarded as Bill C-9 of 2004 came into force. This bill is a first and essential step to exportation of Canadian-produced generic medicines to resource-poor countries whose people cannot afford patented medicines. Richard Elliott provided exceptional leadership in a 20-month process of providing legal analysis and parliamentary testimony, keeping a civil society coalition together, putting information in the hands of every member of Parliament, writing op-eds and pushing for media coverage, and amid political wrangling keeping everyone's eyes on the prize of getting medicine to people in need.

Bill C-9 – or the Jean Chrétien Pledge to Africa Act, as it became on enactment – represents the first response by a G8 country to a 2003 World Trade Organization accord that opened the door for relaxing patent rules in the cause of treatment access for the lowest-income countries. The legislation represents what is known in patent law as a compulsory license – permission for manufacturers who are not holders of the patent on a given drug nonetheless to make, sell and export that drug, in this case for generic drug manufacturers to market medicines to resource-poor countries that cannot afford the higher-priced version offered by the patent-holder.

As last year's annual report was written, the bill had been passed unanimously in the House of Commons but awaited implementing regulations before it could be brought into force. On May 4, 2005, one year after the House of Commons decision, the Legal Network and numerous other organizations fired off an open letter to the leaders of all parties in the House of Commons, expressing their impatience with the failure to finalize a bill that clearly had the support of all of Canada. The next day, the House of Commons concurred with earlier Senate amendments to pass a final version, and

après la décision de la Chambre des communes, le Réseau et plusieurs autres organismes ont écrit une lettre ouverte aux chefs de tous les partis du gouvernement, exprimant de l'impatience devant leur échec à finaliser un projet de loi qui avait clairement l'appui de tous les Canadiens. Le lendemain, la Chambre des communes a approuvé des amendements proposés antérieurement par le Sénat, puis la version finale du projet de loi a reçu la sanction royale plus tard en journée. Encore une fois, le plaidoyer du Réseau a contribué à stimuler l'action du Parlement.

Le Réseau a réitéré dans ses nombreuses déclarations publiques que, bien que cette loi soit un important pas en avant, elle n'est pas parfaite. Par exemple, même si elle n'impose pas de restriction aux maladies admissibles, elle limite les types de médicaments qui pourront être produits : seuls les médicaments inscrits sur la liste modèle des médicaments essentiels de l'OMS et les antirétroviraux dont la vente est approuvée au Canada sont admissibles à la fabrication générique. De plus, il reste à voir si l'exigence d'approbation réglementaire canadienne sera suffisamment souple, dans la pratique, pour permettre l'exportation de combinaisons d'antirétroviraux et d'autres médicaments à dose fixe. Ces produits font partie de régimes thérapeutiques plus simples qui sont essentiels à l'expansion de l'accès aux traitements, en particulier dans les milieux pauvres en ressources. La loi comporte toutefois des éléments positifs, y compris un plafond raisonnable sur les redevances que les fabricants génériques devront verser aux détenteurs de brevets pour la production de leurs médicaments.

Le défi sera maintenant de s'assurer que ce jalon aura l'effet souhaité par la coalition d'ONG – i.e. de fournir des médicaments à ceux dont les moyens sont moindres. Au moment de préparer ce document, des ONG travaillaient en coulisse avec des fabricants de médicaments génériques à ce qu'au moins un médicament générique canadien soit lancé sur le marché mondial d'ici le début de 2006.

the bill received royal assent later that day. Once again, the Legal Network's advocacy helped to shake Parliament into action.

The Legal Network has noted repeatedly in public statements that the bill, though an important step forward, is not perfect. For one thing, though the bill does not limit the scope of diseases that are covered, it does limit the medicines that can be produced. According to the law, only drugs that are on the WHO model list of essential medicines and antiretroviral drugs currently approved for sale in Canada are eligible for generic manufacture. In addition, it remains to be seen whether the requirement for Canadian regulatory approval will be sufficiently flexible in practice to permit the export of fixeddose combinations of antiretroviral and other drugs. These are part of simpler treatment regimens that are essential to scaling up access to treatment, particularly in resource-poor settings. But the bill has many good features, including a reasonable cap on royalty payments that generic manufacturers will pay to patent-holders for the license to produce patented drugs.

Now the challenge is to ensure that this milestone will have the effect that the NGO coalition intended – to get medicines to those who can least afford them. At this writing, NGOs are working behind the scenes with generic drug manufacturers toward the goal of bringing at least one generic Canadianmanufactured product to the global market by early 2006.

Défendre les droits humains des travailleuses sexuelles au Canada

Putting the spotlight on the human rights of sex workers in Canada

Dans plusieurs pays, la criminalisation des travailleuses sexuelles constitue un obstacle à la prévention du VIH, pour elles et leurs clients, et pose plusieurs autres risques. Des organismes de droits humains ont démontré que la criminalisation de tout aspect du travail sexuel peut entraîner du harcèlement et des arrestations arbitraires de travailleuses. sexuelles par la police. Le harcèlement policier, à son tour, fait souvent en sorte que les travailleuses sexuelles doivent pratiquer leur métier dans des endroits plus isolés ou dangereux, ou sous la pression du temps, ce qui rend plus difficile la négociation du port du condom. Les travailleuses sexuelles se sont avérées des agentes très efficaces pour la prévention et l'éducation sur le VIH/sida, dans plusieurs régions du monde, mais elles ne peuvent jouer ce rôle si elles craignent pour leur bien-être et n'osent pas s'organiser entre elles ni demander l'aide de leur communauté.

Le Canada n'est peut-être pas le premier pays qui vient à l'esprit, parmi ceux qui ont criminalisé le travail sexuel d'une façon qui pose des risques pour les individus qui le pratiquent – mais il appartient bien à cette catégorie. Au Canada, le travail sexuel n'est pas techniquement illégal, mais tellement d'éléments liés à ce métier sont illégaux qu'il est pratiquement impossible de le pratiquer sans être en conflit avec la loi. Des universitaires et des militants pour les droits des travailleuses sexuelles ont conclu à maintes reprises que la loi fédérale du Canada sur la prostitution contribue à la vulnérabilité des travailleuses sexuelles aux violations de droits humains, au VIH/sida et à d'autres méfaits.

À la fin de 2004, principalement grâce aux efforts de la députée Libby Davies de Vancouver, le Parlement a créé un comité pour examiner les lois pénales canadiennes sur la prostitution. Le comité a tenu des audiences aux guatre coins du Canada et entendu les témoignages de divers chercheurs, militants et travailleuses sexuelles.

In many countries of the world, the criminalization of sex workers is an impediment to HIV/AIDS prevention for them and their clients and poses many other dangers. Human rights organizations have shown that criminalizing any aspect of sex work can have the effect of allowing police to harass sex workers freely and arrest them arbitrarily. Police harassment, in turn, is often associated with sex workers having to do their jobs in more remote or more dangerous places or under time pressure, making negotiation of condom use more difficult. Sex workers have shown in many countries that they are extremely effective agents of HIV/AIDS education and prevention, but not if they are so afraid for their own wellbeing that they dare not organize among themselves or reach out to their communities.

Canada might not be the first country that springs to mind among those that have criminalized sex work in ways that pose dangers to sex workers, but sadly it belongs in that category. In Canada, sex work is not technically illegal, but so many elements of what goes into sex work are illegal that it is virtually impossible to engage in sex work without colliding with the law. Scholars and sex worker advocates alike have concluded repeatedly that the federal prostitution law in Canada is contributing to sex workers' risk of human rights abuse and their risk of HIV/AIDS and other harms.

In late 2004, thanks largely to the efforts of MP Libby Davies of Vancouver. Parliament established a committee to review Canada's criminal laws on prostitution. The committee held hearings in cities across Canada that included testimony from a range of academic researchers, advocates and sex workers themselves.

In testimony before the committee on March 15 in Ottawa, the Legal Network made a strong case for repeal of those parts of the law that do more harm than good when it comes to the rights of sex workers. Glenn Betteridge, speaking for the *Network, highlighted a number of specific recommendations:*

Dans son témoignage au comité, le 15 mars 2005 à Ottawa, le Réseau juridique a vivement prôné l'abrogation des aspects de la loi qui font plus de tort que de bien aux droits des travailleuses sexuelles. Glenn Betteridge, qui s'est exprimé au nom du Réseau, a fait les recommandations suivantes :

- que le Parlement annule la disposition de la loi interdisant la création de « maisons de débauche », qui pousse plusieurs travailleuses sexuelles à pratiquer leur métier dans la rue, où elles sont moins en sécurité et plus vulnérables aux abus:
- que le Parlement annule la disposition de la loi qui interdit la « communication » pour fins de sollicitation ou de publicité du travail sexuel, parce qu'elle est inefficace et qu'elle ouvre la voie au harcèlement sélectif et aux arrestations arbitraires:
- que le gouvernement crée un mécanisme pour réviser les règlements nationaux sur la prostitution, y compris une analyse des lois fédérales, provinciales et municipales ainsi que de leur impact;
- que le gouvernement alloue des ressources à la participation significative des travailleuses sexuelles aux délibérations sur l'avenir de la réglementation légale sur la prostitution et des autres politiques qui les touchent, au Canada.

Le Réseau a également publié une analyse juridique et de droits humains sur les dispositions du Code criminel du Canada liées au travail sexuel; et il continuera de promouvoir des politiques sur le travail sexuel fondées sur les droits humains, auprès de tous les paliers gouvernementaux.

- ▶ That Parliament repeal the part of the law that prohibits the establishment of "bawdy houses," which effectively forces many sex workers to do their jobs on the street, where they are less safe and more vulnerable to abuse.
- ▶ That Parliament repeal the part of the law that prohibits "communicating" for the purpose of soliciting or publicizing sex work because this provision is ineffective and opens the door to selective harassment and arbitrary arrest.
- ▶ That the government establish a process to revamp the state's regulation of prostitution, including a review of federal, provincial and municipal laws and their impact.
- ▶ That the government allocate the resources to ensure the meaningful participation of sex workers in deliberations on the future of legal regulation of prostitution in Canada and other policies that concern them.

The Legal Network also published in-depth legal and human rights analysis of the provisions of the Canadian Criminal Code relating to sex work and will continue to advocate for human rights-based policy on sex work at all levels of government.



L'environnement mondial n'a jamais été très propice à l'avancement des droits humains des personnes qui utilisent des drogues – mais il v était particulièrement hostile au début de 2005. En février 2005, le Congrès états-unien a tenu des audiences publiques intitulées « Réduction des méfaits ou maintien des méfaits? », dont l'objectif semblait être de discréditer les approches de réduction des méfaits et leurs tenants. L'échange de seringues était particulièrement dans la mire des États-Unis. Cette méthode est l'une des mesures sanitaires les plus largement étudiées de l'histoire; la majorité des recherches concluent qu'elle est très efficace pour prévenir le VIH et qu'elle n'a pas pour effet de « promouvoir » l'usage de drogue. En dépit des données convaincantes, des membres du Congrès des É.-U. ont accusé les défenseurs de l'échange de seringues d'être des « promoteurs de la drogue » et ils les ont ridiculisés publiquement.

Presque au même moment, on a appris qu'un haut dirigeant du département d'État avait fait pression sur des dirigeants des Nations Unies pour que soit retirée des documents onusiens toute mention pouvant sous-entendre un appui aux programmes d'échange de seringues. Malheureusement, Antonio Maria Costa, directeur de l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (OCDC – organisme co-parrain de l'ONUSIDA, qui supervise les politiques de l'ONU sur les drogues illégales), a semblé acquiescer à la demande. Dans une lettre communiquée aux médias, il a promis que l'OCDC réviserait tous ses documents, à la recherche de références à la réduction des méfaits, et qu'il se ferait « encore plus vigilant » à l'avenir, pour éviter toute mention de ce terme.

Washington avait ouvert la voie à un débat à la Commission des stupéfiants (CS) des Nations Unies, qui se réunit annuellement en mars à Vienne. En contrepoids à la position des États-Unis, le Réseau juridique a pris part à une coalition sans précédent de plus de 300 ONG qui s'occupent de réduction des méfaits, de droits humains et de VIH/sida mobilisés pour effectuer du lobbying auprès des États membres de l'ONU

Réponse à l'attaque états-unienne à l'ONU, contre les droits des utilisateurs de drogue

Defending against a US-led attack on drug users' rights in the U.N.

The global environment has never been very friendly to the cause of advancing the human rights of people who use drugs, but the environment in early 2005 was especially unfriendly. In February 2005, the U.S. Congress held public hearings entitled "Harm reduction or harm maintenance?" the purpose of which seemed to be to discredit harm reduction approaches and those who support them. Syringe exchange was especially in the U.S.' cross-hairs. Svringe exchange is one of the most intensively studied public health measures in history, and the preponderance of research suggests it is extremely effective in HIV prevention and does not have the effect of "promoting" drug use. In spite of this overwhelming evidence, members of the U.S. Congress accused supporters of syringe exchange of being "drug promoters" and derided them publicly.

At about the same time, it became known that a high-level U.S. State Department official had pressured U.N. leaders to remove anything from United Nations documents that could be construed as an endorsement of syringe programs. Unfortunately, Antonio Maria Costa, the director of the U.N. Office on Drugs and Crime, which oversees U.N. policy on illicit drugs and is a co-sponsoring agency of UNAIDS, appeared to give in. In a letter that became available to the press, he promised that UNODC would review all of its documents for references to harm reduction and would be "even more vigilant" in the future in excluding references to the term.

Washington appeared to be preparing the way for a battle in the U.N. Commission on Narcotic Drugs (CND), which meets every March in Vienna. As a counterweight to the US position, the Legal Network was part of an unprecedented coalition of over 300 harm reduction, human rights and HIV/AIDSfocused NGOs that came together to lobby U.N. member states attending CND.

participant à la CS. La coalition, regroupant notamment 26 organismes d'Asie et 31 de l'Europe centrale et de l'Est, a adressé des lettres à toutes les délégations à la CS ainsi qu'à M. Costa, les incitant à appuyer l'approche de la réduction des méfaits, dans les discussions de la session. Les lettres ont contribué à la publication d'éditoriaux en faveur de la réduction des méfaits, dans d'importants journaux du monde entier, attirant une attention médiatique inhabituelle sur les délibérations relativement peu connues de la CS.

À la CS, Joanne Csete a pris la parole lors d'un panel organisé par l'Open Society Institute et Human Rights Watch sur l'importance de la réduction des méfaits comme élément central des réponses nationales au VIH/sida. L'événement a attiré un grand nombre de délégués officiels. Dans le débat thématique sur le VIH/sida à la séance principale de la CS, l'Union européenne, plusieurs pays d'Europe ainsi que le Brésil se sont prononcés expressément en faveur de la réduction des méfaits comme élément crucial à la prévention du VIH; d'autres pays ont aussi appuyé cette approche, mais de manière moins explicite. Bien que les États-Unis n'aient pas déposé de résolution visant à éliminer toute référence à l'échange de seringues dans les documents onusiens (ce que plusieurs craignaient), ils ont systématiquement fait retirer toute expression utile en lien avec la prévention du VIH chez les utilisateurs de drogue, dans les autres résolutions de la CS.

Joanne a eu le privilège de participer à la délégation canadienne à la session extraordinaire d'un jour de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida, en juin 2005, qui visait à planifier l'examen quinquennal de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida issue de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de 2001. À la table ronde sur la prévention, le Canada a été le seul pays à appuyer explicitement la réduction des méfaits comme élément central des politiques de prévention du VIH.

The coalition, which included 26 organizations in Asia and 31 in eastern and central Europe, wrote an open letter both to all CND delegations and to Costa, urging support for harm reduction in the CND session. The letter helped to spur editorials in support of harm reduction in major newspapers around the world, bringing unusual media attention to the previously relatively unknown deliberations of CND.

At CND, Joanne Csete spoke at a panel organized by the Open Society Institute and Human Rights Watch on the importance of harm reduction as a central element of national responses to HIV/AIDS. The event attracted a large number of official delegates. In the thematic debate on HIV/AIDS in the main session of the CND, the European Union, numerous European countries and Brazil stood up explicitly for harm reduction as a central element of HIV prevention; other countries were supportive but less explicit. Although the U.S. did not offer a resolution to eliminate all reference to syringe exchange in U.N. documents, as had been feared, it systematically excised useful language on HIV prevention for drug users in all resolutions brought to the session.

Joanne was honoured to be part of the Canadian delegation to the UN General Assembly's special one-day session on HIV/AIDS in June 2005, which was meant to look toward the five-year review of the implementation of the 2001 General Assembly Declaration of Commitment on HIV/AIDS. Canada was the only country delegation in the prevention round-table at the session to endorse harm reduction explicitly as a central element of HIV/AIDS prevention policy.

À la fin de juin 2005, les États membres de l'ONU se sont réunis de nouveau à la rencontre du comité de gouvernance de l'ONUSIDA, pour envisager une nouvelle stratégie mondiale de prévention du VIH. Encore une fois, les États-Unis ont signalé leur intention de bloquer toute référence aux programmes d'échange de seringues dans la stratégie – ce qui aurait pu avoir de graves conséquences pour l'appui national à l'échange de seringues dans les pays où les gouvernements sont indécis. Le Réseau juridique s'est joint à plusieurs organismes du monde entier pour promouvoir, auprès de délégations et de dirigeants de l'ONU, les droits des personnes qui utilisent des drogues à une gamme complète de services de prévention et de soins. À l'issue d'une lutte difficile où plusieurs pays, y compris le Canada, ont défendu l'importance cruciale des services complets de réduction des méfaits, les États-Unis ont assoupli leur position, et une référence aux programmes d'échange de seringues a été incluse dans le document final de la stratégie. Il est néanmoins clair que le Réseau et les autres intervenants qui se soucient des droits des utilisateurs de drogue devront rester vigilants car cette bataille n'est pas terminée.

U.N. member states gathered again in late June 2005 to consider a new global HIV/AIDS prevention strategy at the UNAIDS governing board meeting. Once again, the U.S. signalled that it would try to eliminate all references to syringe programs in the prevention strategy, which could have serious implications for national support for needle exchange in countries where governments were on the fence. The Legal Network joined with many organizations around the world in advocating with numerous delegations and with U.N. leaders to defend the rights of people who use drugs to a full range of prevention and care services. After a difficult fight in which many countries, including Canada, stood up for the crucial importance of comprehensive harm reduction, the U.S. backed off, and a reference to syringe programs was retained in the final prevention document. But it is clear that the Legal Network and others who care about the rights of drug users need to be vigilant as we have not seen the last of this battle.

Promotion des droits humains au Congrès international de 2004 sur le sida

Highlighting human rights at the 2004 International AIDS Conference

Imaginez un important congrès international sur le VIH/sida dont la cérémonie d'ouverture n'inclut qu'une seule personne vivant avec le VIH/sida, et qu'au moment où elle s'apprête à prendre la parole, à la toute fin, la plupart des dignitaires et des membres de l'auditoire ont déjà quitté la salle, croyant l'événement terminé. C'est sur cette note déplorable que s'est ouverte la 15° Conférence internationale sur le sida, à Bangkok, en juillet 2004. Paisan Suwannawong, membre fondateur du Thai Drug Users' Network (TDN) et éminent militant pour les traitements, a été relégué si bas dans l'horaire des conférenciers que cela laissait croire à une marginalisation délibérée de son important message.

Ses collègues et lui ont toutefois reçu l'attention méritée lorsqu'ils ont reçu le Prix international de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains du Réseau juridique et de Human Rights Watch. On a devancé la remise de ce prix (habituellement tenue en septembre, à l'assemblée générale annuelle du Réseau) pour profiter du fait que les veux du monde étaient sur la Thaïlande pour la Conférence. La couverture médiatique internationale du Prix a contribué à faire connaître les courageux efforts du TDN et l'horrible « guerre à la drogue » lancée en 2003 par le gouvernement thaïlandais, qui s'est soldée par plus de 2 000 décès extrajudiciaires et n'a pratiquement pas fait la manchette à l'extérieur de la Thaïlande. On estime que plus de 40 % des utilisateurs de drogue sont séropositifs au VIH, en Thaïlande, où les services de réduction des méfaits sont très peu accessibles.

Le Réseau juridique a aussi souligné les défis mondiaux liés aux droits humains des utilisateurs de drogue et des détenus, lors d'une rencontre satellite tenue avant la Conférence. Quelque 110 participants de plusieurs pays ont participé à l'événement, co-organisé par la Lawyers Collective HIV/AIDS Unit (Inde), l'International Harm Reduction Development Program de l'Open Society Institute, le TDN et l'ONUSIDA.

Imagine a major international HIV/AIDS conference in which the opening ceremony features only one person living with HIV/AIDS and by the time that person speaks at the end of the event, most of the dignitaries and nearly the whole audience have filed out of the room, led to believe the event was already over. Such was the inauspicious start to the 15th International AIDS Conference in Bangkok in July 2004. Paisan Suwannawong, a founder of the Thai Drug Users' Network (TDN) and a renowned treatment activist, was relegated to such a late speaking slot that it appeared to be a deliberate marginalization of his important message.

He and his colleagues from TDN were, however, centre-stage as they were honoured by the Legal Network and Human Rights Watch with the international Award for Action for HIV/AIDS and Human Rights. The award, which would normally be presented in September at the Legal Network annual general meeting, was conferred a few months early to take advantage of the international spotlight on Thailand during the conference. International press coverage of the award helped to highlight both the courageous work of TDN and the horrifying "war on drugs" that the Thai government had waged in 2003, resulting in over 2000 apparent extrajudicial killings, which had barely been noticed outside Thailand. Over 40 percent of injection drug users in Thailand are estimated to be HIV-positive, and basic harm reduction services are largely unavailable.

The Legal Network also highlighted global challenges to the human rights of drug users and prisoners in a satellite session held before the start of the conference. Some 110 participants from many countries attended the session, which was organized jointly with the Lawyers Collective HIV/AIDS Unit of India, the International Harm Reduction Development Program of the Open Society Institute, TDN and UNAIDS. The satellite included skills-building sessions and small-group work to identify strategies and opportunities for collaboration.

La conférence satellite a donné lieu à des séances de perfectionnement des compétences et à du travail en petits groupes pour identifier des stratégies et des opportunités de collaboration.

Le Réseau a donné 10 présentations par affiches, à Bangkok, en plus d'exposés de Ralf Jürgens et de Glenn Betteridge sur l'échange de seringues en prison et sur les efforts du Réseau pour la réduction des méfaits en Europe de l'Est. Ralf est co-président du comité qui supervisera les exposés sur les politiques, au 16^e Congrès international sur le sida, à Toronto. Nous espérons que les occasions de discussion sur les droits humains des personnes qui vivent avec le VIH/sida ou qui y sont vulnérables seront plus nombreuses à Toronto qu'elles l'ont été à Bangkok.

Network staff also made 10 poster presentations in Bangkok as well as regular session presentations by Ralf Jürgens and Glenn Betteridge on prison-based syringe exchange and on the Legal Network's efforts for harm reduction in eastern Europe. Ralf is co-chair of the committee that will oversee policy-related presentations for the 16th International AIDS Conference in Toronto. We hope that presentations and opportunities for discussion on the human rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS will be more numerous in Toronto than they were in Bangkok.



Ralf Jürgens remet le Prix international de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains à Paisan Suwannawong, un fondateur du TDN (Bangkok, Thaïlande).

Ralf Jürgens presents the 2004 international Award for Action on HIV/AIDS and Human Rights to Paisan Suwannawong, a founder of and accepting for TDN (Bangkok, Thailand).



Janice Dayle a appris que son époux était séropositif au VIH une semaine avant qu'il décède, en 1994. Il lui a expliqué qu'il avait gardé le secret parce qu'il craignait d'être rejeté par sa famille et ses amis. Lorsque Mme Dayle a appris à son tour qu'elle avait le VIH, elle comprit pourquoi son époux avait choisi le silence. L'ostracisme et les préjugés dégradants étaient omniprésents. « La haine et le rejet sont venus des sources les plus inattendues », raconte-t-elle – v compris le premier médecin qu'elle a consulté, son propriétaire, ses voisins, les enseignants de ses enfants, et sa famille.

On répète souvent que le stigmate et la discrimination catalysent l'épidémie du VIH/sida – et cela est vrai, au Canada comme à l'étranger. Mais que peut-on faire au Canada, où le problème est répandu et enraciné en dépit d'une constante reconnaissance rhétorique?

En janvier 2005, le Réseau juridique a publié *Un plan pour* le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida, pour proposer des actions et des réponses. Fondé sur une analyse des droits humains, le plan met en relief la responsabilité de tous les paliers de gouvernements de donner l'exemple en appliquant rigoureusement les lois et mesures anti-discriminatoires, pour réduire le stigmate. Appuyé officiellement par le Congrès du travail du Canada, l'Église Unie, la Société canadienne du sida et d'autres organismes nationaux, le plan s'accompagnait d'une campagne de lettres qui a contribué à promouvoir les enjeux et un ensemble de recommandations convaincantes, auprès des responsables des politiques.

Le premier but du plan – assurer la participation significative des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables a VIH, dans les politiques publiques qui les touchent – est à plusieurs égards la clé de l'atteinte de tous les autres buts. L'engagement rhétorique à cette idée est beaucoup plus simple à accomplir que d'assurer les ressources et les mesures nécessaires à sa réalisation. Les autres actions mentionnées dans le plan incluent l'appui rehaussé de tous les paliers de gouvernements aux droits des personnes vivant avec le VIH/sida et

Le défi coriace du stigmate et de la discrimination

The never-ending challenge of stigma and discrimination

Janice Dayle learned her husband was HIV-positive a week before his death in 1994. He told her he'd kept that secret because of his fear of rejection by family and friends. When Ms. Dayle herself was diagnosed with HIV/AIDS, she lived through a dramatic demonstration of why her husband was secretive. Ostracism and degrading prejudice were everywhere. "The shunning and hateful responses came from the most unexpected places," she said, including the first physician to whom she turned for care, her landlord, her neighbours, her children's teachers and her family.

It is an often-repeated mantra that stigma and discrimination fuel the HIV/AIDS epidemic – and the mantra is true, both in Canada and beyond. But what steps can be taken in Canada, where the problem is widespread and entrenched in spite of constant rhetorical recognition that it exists?

In January 2005, the Legal Network launched A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination in an effort to suggest some actions and answers. Based on a human rights analysis, the plan highlights the responsibility of government at all levels to lead both by example and by rigorous application of antidiscrimination laws and measures to reduce stigma. Endorsed by the Canadian Labour Congress, the United Church, the Canadian AIDS Society and other national organizations, the plan was accompanied by a letter-writing campaign that helped put the issue and a compelling set of recommendations before policy-makers.

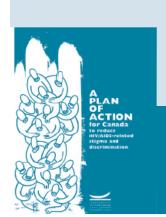
The plan's first goal – to ensure the meaningful participation of people living with and vulnerable to HIV/AIDS in public policy that concerns them – is in many ways the key to realization of all other goals. Rhetorical commitment to this idea is much easier than ensuring the resources and action necessary to make this ideal real. Other actions highlighted in the plan include greater public support by government leaders at all levels for the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS, more active and creative work with the media to improve its coverage of HIV/AIDS-related issues, real support

vulnérables; un travail plus actif et créatif auprès des médias, pour améliorer leur couverture des enjeux liés au VIH/sida; un appui réel aux programmes axés sur les pairs; et le renforcement des mécanismes de droit humains auxquels les personnes vivant avec le VIH/sida peuvent recourir en cas de violation de leurs droits, au Canada.

Le plan d'action n'est pas une mesure ponctuelle. Nous espérons qu'il guidera pendant un certain temps les discussions entre militants sur les actions et les politiques, dans plusieurs tribunes. La forte participation de représentants de la société civile des quatre coins du Canada, au lancement du plan en janvier 2005, nous donne espoir. Les organismes qui ont joué un rôle actif dans le dévoilement du plan et la campagne de lettres sont notamment YouthCo (Vancouver), AIDS Calgary, le Nine Circles Community Health Centre (Winnipeg), la People to People Aid Organization (Toronto), la COCO-Sida (Montréal) et la Northern AIDS Connection (Truro, Nouvelle-Écosse). Elana Wright, du Réseau juridique, a coordonné la mobilisation de cette imposante coalition.

for peer-based programs, and strengthening of the human rights mechanisms in Canada to which people living with HIV/AIDS turn when their rights are violated.

The Plan of Action is not a one-time event. We hope the plan will serve as a guide to action and policy discussion in many fora and for many advocates for some time to come. The wide participation of civil society across Canada in the January 2005 launch gives some reason to justify this hope. Organizations that played an active role in the launch and the letters campaign included YouthCo in Vancouver. AIDS Calgary, Nine Circles Community Health Centre in Winnipeg, People to People Aid Organization in Toronto, COCQ-Sida in Montreal and Northern AIDS Connection in Truro, Nova Scotia. Elana Wright of the Legal Network helped bring together this impressive coalition.



Un Plan d'action pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida (2005)

A Plan of Action for Canada to reduce HIV/AIDS-related stigma and discrimination (2005)

Respecter les droits des personnes vivant avec le VIH/sida en visite au Canada

Respecting the rights of people with HIV/AIDS who visit Canada

Une forme subsistante de discrimination liée au VIH/sida, au Canada, était la politique d'immigration de longue date exigeant que les personnes vivant avec le VIH/sida qui souhaitent entrer au Canada pour un court séjour divulguent leur séropositivité au VIH. Aux États-Unis, une politique semblable mais plus stricte empêche que ce pays soit considéré comme hôte du Congrès international bisannuel sur le VIH/sida.

L'International AIDS Society (IAS) n'était apparemment pas au courant des détails de la politique d'immigration canadienne, lorsqu'elle a choisi Toronto comme ville hôte du 16^e Congrès international sur le sida qui se tiendra en août 2006. À la fin de 2004 et au début de 2005, des personnes vivant avec le VIH/sida ont commencé à raconter leurs expériences en lien avec les autorités canadiennes de l'immigration et à exprimer l'inquiétude que la politique canadienne ne différait pas grandement de celle des États-Unis. Compte tenu de l'historique de plaidoyer du Réseau juridique en matière d'immigration et de VIH/sida, l'Hôte local SIDA2006 nous a approchés pour collaborer à faire connaître ces préoccupations. Le Réseau a rapidement produit et disséminé à l'échelle mondiale une brève analyse décrivant et critiquant les aspects des politiques et pratiques canadiennes qui requéraient sans raison valable que les personnes vivant avec le VIH divulguent leur séropositivité sur le formulaire de demande de visa pour un court séjour au Canada.

L'Hôte local SIDA2006 et l'IAS se sont engagés à faire modifier la politique, sans quoi le Congrès de 2006 risquait d'être déplacé dans un autre pays dont l'approche à l'immigration est plus respectueuse des droits humains. On ne visait pas une modification temporaire de la loi pour la durée du Congrès, mais plutôt un changement permanent aux politiques d'immigration. Richard Elliott, du Réseau juridique, ainsi qu'un petit groupe de travail composé de représentants de l'Hôte local SIDA2006 et du Conseil ministériel sur le VIH/sida, ont négocié activement pendant One lingering example of HIV/AIDS-related discrimination in Canada is a long-standing immigration policy that required people living with HIV/AIDS to reveal their HIV status if they wanted to come to Canada even for a short stay. A similar but more stringent policy in U.S. law has excluded the United States from consideration as a host country for the biannual international AIDS conferences.

The International AIDS Society (IAS) was apparently unaware of the details of the Canadian immigration policy when it named Toronto as the host city for the 16th International AIDS Conference to be held in August 2006. In late 2004 and early 2005, people living with HIV/AIDS themselves began recounting their experience with Canadian immigration authorities and raising the concern that the Canadian policy did not differ significantly from that of the U.S. Given the Legal Network's past advocacy on the issue of immigration and HIV/AIDS, the AIDS 2006 Local Host approached us about collaborating in raising these concerns. The Legal Network quickly produced a short analysis, widely circulated internationally, outlining and critiquing those aspects of Canadian policy and practice that unjustifiably required shortterm visitors to Canada to disclose their HIV-positive status when applying for a visa.

The Local Host for Toronto 2006 and IAS committed themselves to trying to change the policy, failing which the 2006 conference might be relocated to another country whose approach to immigration was more respectful of human rights. The goal was not a temporary stay of the law for the purposes of the conference but a permanent change in immigration policy. Richard Elliott of the Legal Network participated actively in a small working group with representatives of the AIDS 2006 Local Host and the Ministerial Council on HIV/AIDS through months of negotiations with Citizenship and Immigration Canada. We were also pleased to collaborate again with the Legal Network's former president, Lori Stoltz, counsel for the AIDS 2006 Local Host, who prepared the key briefing document analysing the drawbacks of existing

plusieurs mois avec Citovenneté et Immigration Canada (CIC). Nous avons également eu le plaisir de collaborer de nouveau avec l'ancienne présidente du Réseau, Lori Stoltz, conseillère juridique de l'Hôte local SIDA2006, qui a préparé le document d'information analysant l'impact néfaste de la politique canadienne existante et décrivant les réformes nécessaires. En juin 2005, après plusieurs mois de discussion, le gouvernement a publié un nouveau formulaire de demande de visa qui ne requiert plus que les personnes vivant avec le VIH/sida divulguent leur séropositivité si elles souhaitent entrer au Canada pour un court séjour. CIC procède actuellement à la révision de certains aspects de sa politique, que des militants comme le Réseau juridique ont identifié comme nécessitant une réforme. Nous continuerons de collaborer à ce dossier avec CIC et les organisateurs du Congrès de 2006. Cette victoire dans la quête de politiques sur le VIH/sida fondées sur les droits humains aura des implications qui dépasseront largement le Congrès de Toronto.

Canadian policy and identifying necessary reforms. After months of discussions, in June 2005 the government issued a new application form under which it is no longer necessary for persons living with HIV/AIDS to declare their status if they seek a temporary resident visa to enter Canada on a short-term basis. Citizenship and Immigration Canada is currently in the process of reviewing certain other aspects of its policy that advocates such as the Legal Network have argued must be reformed, and we will continue to work with CIC and the organizers of the 2006 conference on these issues. This victory for human rights-based HIV/AIDS policy will have benefits far beyond the Toronto conference.



Modeler le droit pour une réponse au VIH/sida fondée sur les droits humains

Modeling the law for a human rights-centred response to HIV/AIDS

Comme le démontrent les 13 ans de travail du Réseau juridique en matière de VIH/sida et de droit, l'assistance technique au développement de cadres légaux pour une approche au VIH/sida fondée sur les droits humains peut prendre plusieurs formes. Le soutien intensif fourni par le Réseau à des organismes de l'Afrique, de la Caraïbe et de l'Europe de l'Est est un exemple; et sa réponse à des demandes par courrier électronique touchant des enjeux techniques pertinents à un vaste éventail de partenaires au Canada et dans le monde en est un autre.

Une autre approche consiste à contribuer au choix des termes, dans les lois qui enchâssent des idées et des pratiques exemplaires de droits humains. Sous la direction de Richard Pearshouse, le Réseau juridique le fait dans deux domaines du droit lié au VIH/sida - la réglementation de l'usage de drogues illégales et les lois sur les droits des femmes. Dans ce cas, la loi modèle comprendra diverses formulations pour permettre un certain choix, tout en étant conforme aux normes internationales de droits humains, de même que des notes sur les développements législatifs à travers le monde.

La loi modèle sur l'usage de drogue abordera des thèmes comme la protection fondamentale des droits humains des utilisateurs de drogue (y compris la protection contre le harcèlement, le droit à un procès juste et la protection contre la discrimination); le cadre légal nécessaire à la provision et à l'accessibilité des services et de l'information essentielle, y compris des services complets de réduction des méfaits; les implications légales du fait de considérer la toxicomanie comme une invalidité; et les normes légales liées aux services aux utilisateurs de drogue en prison.

L'élaboration d'une loi modèle sur les droits des femmes fait partie des efforts du Réseau pour combler fossé entre la rhétorique et l'action, devant la vulnérabilité élevée des femmes et des filles au VIH/sida. Les analyses de l'épidémie mondiale du VIH/sida montrent invariablement que les femmes et les filles sont affectées de façon disproportionnée par le VIH/sida et que leur vulnérabilité est liée à des

As is shown by the Legal Network's 13 years of work on HIV/AIDS and the law, technical assistance for developing legal frameworks for a human rights-based approach to HIV/AIDS can take many forms. The Network's intensive inperson support for organizations in Africa, the Caribbean and eastern Europe is one model, and our response to electronic queries on technical issues of current concern to a wide range of partners in Canada and worldwide represents another.

Yet another approach is to develop the actual wording of laws that embody human rights ideas and best practices. Led by Richard Pearshouse, the Legal Network is doing just that in two areas of the law related to HIV/AIDS - regulation of illicit drug use and laws related to women's rights. In this case, the model law will include several options of wording to allow some element of choice, while conforming to international human rights standards, as well as some notes about legislative developments around the world.

The model legislation related to drug use will cover such areas as basic protections of the human rights of drug users, including protection from harassment, ensuring due process, and protection from discrimination; the legal framework needed to ensure provision of and access to essential services and information, including comprehensive harm reduction services; legal implications of regarding addiction as a disability; and legal standards and norms related to services for drug users in prison.

Development of model legislation related to women's rights is one of the Legal Network's efforts to address the gap between rhetoric and action about the elevated HIV/AIDS risk faced by women and girls. Analyses of the global AIDS epidemic invariably note that women and girls are disproportionately affected by HIV/AIDS and that their risk is related to structural inequities and discrimination, but very few programs or donors have allocated resources to addressing these deepseated injustices. Model law in this area will be a tool to address inequities faced by women and girls in property and inheritance rights; impediments to equal access to health

inégalités structurelles et à la discrimination - mais peu d'initiatives ou de donateurs ont consacré des ressources à la réponse à ces iniquités. Notre loi modèle dans ce domaine servira d'instrument pour réagir aux inégalités que rencontrent les femmes et les filles dans les droits à la propriété et à l'héritage; l'accès égal aux services de santé, à l'éducation et à d'autres services gouvernementaux; et les protections légales contre la violence sexuelle et domestique.

Dans les deux domaines, des comités consultatifs mondiaux composés d'organismes non gouvernementaux, d'experts universitaires et de responsables des politiques ont examiné les documents de fond et continueront d'orienter le développement des lois modèles et des documents de plaidoyer qui les accompagnent.

Ce projet a reçu une subvention initiale de l'ONUSIDA et un généreux appui financier de l'International Harm Reduction Development Program de l'Open Society Institute, de la John M. Lloyd Foundation, de la Direction des affaires internationales de Santé Canada et de la Hilda Mullen Foundation.

services, education and other government services; and legal protections against sexual and domestic violence.

In both areas, global advisory committees representing nongovernmental organizations, academic experts and policymakers have reviewed background documents and will continue to guide the development of the model law tool and related advocacy materials.

This project received seed money from UNAIDS and has enjoyed the generous support of the Open Society Institute's International Harm Reduction Development Program, the John M. Lloyd Foundation, the International Affairs Directorate of Health Canada, and the Hilda Mullen Foundation.

Vaccins et droits humains Vaccines and human rights

Les militants du domaine du VIH/sida reconnaissent depuis longtemps qu'un vaccin efficace sera éventuellement l'outil de prévention le plus important. Mais les vaccins et leurs essais cliniques soulèvent de nombreuses questions de droits humains, notamment : Comment les communautés peuvent-elles optimiser la protection des droits humains des participants aux essais vaccinaux? Comment les personnes les plus vulnérables au VIH peuvent-elles participer à la recherche vaccinale sans que s'intensifie le stigmate à leur égard? Comment les femmes peuvent-elles participer à la recherche vaccinale quand la plupart des protocoles excluent celles qui pourraient devenir enceintes et quand les femmes de diverses régions ne pourraient se porter volontaires sans l'autorisation de leur époux? Dès l'avènement d'un vaccin, comment les gouvernements pourront-ils y assurer un accès équitable, pour les groupes les plus vulnérables?

L'Organisation mondiale de la santé, l'ONUSIDA et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida ont versé des fonds au Réseau juridique pour qu'il fournisse des orientations aux communautés, sur ces questions et d'autres. Il en a résulté des feuillets d'information simples, qui évitent le jargon technique complexe, pour aider les communautés qui participent à des essais vaccinaux ou qui veulent bénéficier des vaccins dès qu'ils seront disponibles.

Les feuillets d'information ont été révisés par des organismes du monde entier, y compris la South African AIDS Vaccine Initiative, le Kenya AIDS NGO Consortium et les organismes donateurs. Ils seront traduits et disséminés à grande échelle pendant la prochaine année.

HIV/AIDS activists have long recognized that an effective vaccine would eventually be the most important tool for preventing the disease. But vaccines and vaccine research trials raise numerous human rights questions. Among these: How can communities maximize the protection of the human rights of participants in vaccine trials? How can people most vulnerable to HIV/AIDS participate in vaccine research without an intensification of the stigma they face? How can women be part of vaccine research when most protocols exclude women who might become pregnant and when women in many settings would not be part of the research without their husbands' permission? Once there is a vaccine, how can governments ensure that access to it will be equitable and will include those most at risk?

The World Health Organization, UNAIDS and the International AIDS Vaccine Initiative funded the Legal Network to draw up some guidance for communities on these and other questions. The resulting information sheets, which attempt to avoid complicated technical language. are designed for communities that may find themselves part of vaccine trials and those that want to ensure that they benefit from vaccines when they are available.

The information sheets benefited from review by organizations around the world, including the South African AIDS Vaccine Initiative and the Kenva AIDS NGO Consortium as well as by the donor agencies. They will be translated and widely disseminated in the coming year.

Lutte contre des pratiques policières néfastes à la réduction des méfaits à Montréal

Countering police practices in Montreal that undermine harm reduction efforts

À la fin de 2004 et au début de 2005, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a commencé à noter une augmentation marquée des nouveaux cas de VIH/sida, y compris parmi les utilisateurs de drogue, à Montréal une tendance qui n'a pas étonné les fournisseurs de seringues stériles au centre-ville. Notamment, l'organisme CACTUS, qui compte plus de 15 ans de service au cœur de Montréal, était la cible d'une surveillance policière quasi continue, à sa porte, depuis près d'un an. Certains de ses employés ont dit observer un taux plus élevé que jamais de partage de seringues, parmi leurs clients utilisateurs de drogue, qui préféraient éviter le comptoir d'échange de seringues plutôt que de croiser la police.

Le Réseau juridique a partagé des stratégies et des expériences tirées de son travail en matière de protection des services de réduction des méfaits à Vancouver et dans d'autres régions du monde, avec la COCQ-Sida, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Spectre de rue, CACTUS et des représentants du service provincial de santé publique. En juin, Joanne Csete a eu une première rencontre avec un chef de police dont le poste de quartier couvre une grande partie du centre de Montréal. Ce dernier a promis de considérer un allègement de la présence policière près des locaux de CACTUS, mais un suivi étroit sera requis. D'autres rencontres avec des superviseurs de la police sont prévues.

In late 2004 and early 2005, the Quebec Department of Health and Social Services in Montreal began noticing an apparent upswing in new cases of HIV/AIDS, including among people who use drugs. This came as no surprise to providers of syringes in the centre city. CACTUS, for example, a service organization with 15 years experience in the heart of Montreal, had in the last year or so been experiencing nearly constant police surveillance outside its doors. As a result, said CACTUS workers, they were seeing a greater degree of syringe sharing among their clients than ever before as people who use drugs preferred to avoid the syringe exchange rather than encounter the police.

With COCQ-Sida, the Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Spectre de rue, CACTUS and representatives of the provincial public health service, the Legal Network strategized and shared experiences with protection of harm reduction services from its work in Vancouver and other parts of the world. Joanne Csete chaired a first meeting in June with the police commander of the precinct that covers much of central Montreal. An initial pledge to look into lightening the police presence near CACTUS was made, but intensive follow-up will be required. Future meetings with supervisor-level police officers are planned.



Hommage à de courageux efforts de plaidoyer à Vancouver

Honouring courageous advocacy in Vancouver

Megan Oleson

Le quartier Downtown Eastside de Vancouver est la scène de l'une des plus graves épidémies de VIH/sida en Amérique du Nord et abrite un nombre élevé de personnes qui s'injectent des drogues. Son lieu sécuritaire pour l'injection (LSI) semble avoir été un important ajout à l'arsenal de la réduction des méfaits, pour lutter contre le VIH/sida, l'hépatite C et les complications dues aux surdoses, mais on a mis du temps à transformer cette promesse en action. Avant l'ouverture du LSI autorisé, il y a eu l'activisme courageux d'une jeune infirmière, Megan Oleson, qui a jugé préférable de s'exposer elle-même à des conflits avec la loi que de priver des utilisateurs de drogue de l'assistance médicale dont ils avaient besoin. Mme Oleson a géré un lieu non autorisé pour l'injection de drogue, dans le Downtown Eastside (y compris pendant une période d'intense présence policière, d'avril à mai 2004), aidant chaque semaine des centaines d'utilisateurs de drogue qui avaient besoin de soutien médical pour se faire des injections sécuritaires des soins disponibles nulle part ailleurs.

Lors des descentes policières à répétition dans le Downtown Eastside, un groupe diversifié d'avocats, d'étudiants en droit et de bénévoles, la « Pivot Legal Society », est devenu le témoin par excellence de la répression et des abus à l'égard des individus les plus marginalisés du quartier. Le principal outil de la Pivot était la collecte de déclarations sous serment. Des personnes qui utilisent des drogues et qui s'impliquent dans le travail sexuel ont raconté aux employés de la Pivot des histoires particulièrement détaillées et déchirantes de harcèlement policier et d'autres abus. En juin 2004, le dépôt par la Pivot de plus de 50 affidavits témoignant d'abus de la police de Vancouver a déclenché une enquête fédérale historique, sur des allégations qui auraient normalement été retournées au département de police pour une simple enquête interne.

C'est avec plaisir que le Réseau juridique et Human Rights Watch ont décerné à Megan Oleson et à la Pivot Legal Society le Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains. Ces courageux activistes sont des exemples d'héroïsme pour tous les militants et professionnels médicaux et juridiques, au Canada et dans le monde.

Vancouver's Downtown Eastside (DTES) is the home to one of North America's most severe epidemics of HIV/AIDS and to a high number of persons who inject drugs. The city's safe injection facility seems to have added an important harm reduction armament to the fight against HIV/AIDS, hepatitis C and complications of overdose, but the facility was long promised and slow to materialize. Before there was the official safe injection site, there was the courageous activism of a young nurse, Megan Oleson, who decided it was better to face conflict with the law herself than to let drug users who needed medical assistance go without it. Ms. Oleson managed an unofficial safe injection room, including during a period of intensive police presence in the DTES in April and May 2004, assisting hundreds of drug users every week with medical support for safe injection -- care that was unavailable anywhere else.

During the repeated police crackdowns in the DTES. a scrappy group of lawyers, law students and volunteers called the Pivot Legal Society has for the last several years has become a witness par excellence to repression and abuse of the neighbourhood's most marginalized persons. Pivot's main tool has been the sworn affidavit. People who use drugs and those in the sex trade in particular have told detailed and harrowing stories of police harassment and other official abuse to Pivot's staff members. In June 2004. Pivot's submission of over 50 affidavits alleging abuse by the Vancouver Police Department prompted a historic federal inquiry into allegations that would normally have been sent back to the VPD itself for investigation.

The Legal Network and Human Rights Watch were pleased to honour Megan Oleson and the Pivot Legal Society with the Award for Action on HIV/AIDS and Human Rights. These courageous activists are examples of heroism for all advocates as well as for health and legal professionals across Canada and beyond.

Partage mondial d'analyses et de publications juridiques et de droits humains

Global sharing of legal and human rights analyses and publications

Après quelque 25 ans de lutte organisée contre le VIH/sida, on a acquis une bonne expérience des enjeux juridiques et de droits humains soulevés par l'épidémie. Le défi est souvent d'assurer que l'information sur les expériences antérieures se rende jusqu'à ceux qui en ont besoin. Appuyé par l'ONUSIDA, le Réseau juridique a développé deux outils pour répondre à ce besoin.

Le premier outil est un cédérom de recherche qui renferme près de 1 000 documents en quatre langues (français, anglais, espagnol et russe), abordant un éventail de thèmes liés aux droits humains, à l'éthique et au droit en matière de VIH/sida. Cette collection remarquable mettra à la disposition des militants et chercheurs du monde entier une riche variété de monographies, de décisions juridiques et de documents de plaidover que l'on peut rechercher par mot clé, sujet, pays d'origine ou type de document.

Le deuxième outil préparé par le Réseau est une analyse de 30 cas de litige liés au VIH/sida dans 16 pays. L'analyse de ces cas met en relief les principes de droits humains impliqués et les types d'arguments qui ont été fructueux devant des tribunaux ou qui ont accompagné des campagnes plus vastes de mobilisation sociale, illustrant comment le droit peut contribuer à la lutte pour des réponses au VIH/sida fondées sur les droits humains. Le recueil aborde trois principaux domaines : la discrimination, l'accès aux traitements et les droits des détenus. Ces deux outils seront disséminés à grande échelle grâce au réseau mondial de l'ONUSIDA, notamment à des organismes juridiques et de droits humains, à des professionnels juridiques et à des écoles et étudiants de droit.

After nearly 25 years of organized struggle against HIV/AIDS. a good deal of experience with legal and human rights issues related to HIV/AIDS has been amassed. The challenge often is to be sure that information on past experiences can get into the hands of those who need it. Supported by UNAIDS, the Legal Network has developed two tools that will help to meet this need.

The first is a searchable CD-ROM containing almost 1000 documents in four languages (English, French, Spanish and Russian) spanning a wide range of subjects on human rights. ethics and the law related to HIV/AIDS. This remarkable collection will put in the hands of activists and researchers around the world an enormously rich resource that includes monographs, legal decisions and advocacy papers that they can search by key word, topic, country, or document type.

A second tool on litigation related to HIV/AIDS is the Legal Network's analysis of 30 cases from 16 countries. The analyses of these cases highlight the human rights principles involved and the kinds of arguments that succeeded before the courts or that complemented broader social mobilization campaigns, demonstrating how the law can be implicated in the struggle for human rights-based responses to HIV/AIDS. The collection focuses on three substantive areas: discrimination, access to treatment. and prisoners' rights. These two tools will be widely disseminated with the help of UNAIDS' global network, including to legal and human rights groups, legal professionals, law schools and students.

Communications Communications

Le Réseau juridique a travaillé fort cette année pour porter à l'attention du public les questions juridiques et de droits humains liées au VIH/sida. Nous avons publié plusieurs rapports détaillés, parfois destinés à un public d'experts. Les listes suivantes témoignent de la variété des documents publiés au cours de l'année ainsi que de la couverture faite par les médias de notre travail.

Pubications

- ▶ Contrôler le coût des médicaments pour les personnes vivant avec le VIH/sida : la réglementation fédérale du prix des médicaments au Canada ainsi qu'une série de 7 feuillets d'information sur le VIH/sida et les prix des produits pharmaceutiques
- ▶ Divulgation de la séropositivité après l'arrêt Cuerrier : ressources pour les organismes communautaires de lutte contre le sida
- ▶ Énoncé relatif à l'entrée au Canada de personnes vivant avec le VIH/sida, pour la 16^e Conférence internationale sur le sida (Toronto 2006)
- ▶ HIV/AIDS, Sexual Orientation, Gender Identity and Non-Discrimination, mémoire préparé pour la 61e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Disponible en espagnol : VIH/SIDA, Orientación Sexual, Identidad de Género y No Discriminación.
- L'échange de seringues en prison : leçons d'un examen complet des données et expériences internationales
- La protection de la vie privée et la communication de renseignements personnels sur la santé
- Mémoire présenté au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie sur les amendements proposés par le gouvernement au projet de loi C-9
- Mémoires présentés à Industrie et Santé Canada par le Réseau juridique et d'autres organismes de la société civile concernant l'ébauche des clauses accompagnant le projet de loi C-9
- ▶ Methadone Maintenance Therapy in Prisons: Reviewing the Evidence
- ▶ Plaidoyer conjoint en matière de microbicides, traitements et vaccins contre le VIH/sida: Élaborer un programme pour l'action

The Legal Network worked hard during the year to bring legal and human rights issues related to HIV/AIDS to the general public, as well as to publish detailed reports of that may be of interest to a more specialized audience. The following lists show the range of our publications during the year as well as the press and broadcast media coverage of our work.

Publications

- ▶ A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-related Stigma and Discrimination
- ▶ Canada's Patent Act Amendment: Allowing Compulsory Licensing for the Export of Generic Pharmaceutical Products
- ▶ Controlling Drug Costs for People Living with HIV/AIDS: Federal Regulation of Pharmaceutical Prices in Canada and a series of 7 Info sheets on HIV/AIDS and Pharmaceutical Pricing
- ▶ Disclosure of HIV Status After Cuerrier: Resources for Community Based AIDS Organizations
- ▶ Global Access to Treatment: Canada's Bill C-9 Compulsory Licensing of Pharmaceuticals for Export to Countries in Need - A synopsis of Bill C-9
- ▶ HIV/AIDS in Prisons: 13 info sheets (3rd edition)
- ▶ HIV/AIDS, Sexual Orientation, Gender Identity and Non-Discrimination, submission to the 61st session of the UN Commission on Human Rights. Also available in Spanish: VIH/SIDA, Orientación Sexual, Identidad de Género y No Discriminación.
- ▶ Joint Advocacy on HIV/AIDS Microbicides, Treatments and Vaccines: Developing an Agenda for Action
- ▶ Joint Advocacy on HIV/AIDS Microbicides, Treatments and Vaccines: Statement of Commitment to Building a Comprehensive Global HIV/AIDS Response
- ▶ Methadone Maintenance Therapy in Prisons: Reviewing the Evidence
- ▶ Needle Exchange Programs and the HIV Outbreak among Injection Drug Users in Vancouver, Canada: Addressing Some Common Misperceptions - A 2-page Q & A on a 1997 Vancouver Needle Exchange Program study
- ▶ Part of the Solution: A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-related Stigma and Discrimination

- Plaidoyer conjoint en matière de microbicides, traitements et vaccins contre le VIH/sida : Énoncé d'engagement à l'élaboration d'une réponse mondiale complète au VIH/sida
- Promouvoir des politiques publiques saines au Canada et dans le monde : Exposés présentés à l'occasion des Assemblées générales annuelles et des ateliers de perfectionnement conjoints du Réseau juridique canadien VIH/sida et de la Coalition interagence sida et développement
- ➤ Syringe Exchange Programs in Prisons: Reviewing the Evidence (2004)*
- Un Plan d'action pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida
- Une partie de la solution : Un Plan d'action pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida
- ▶ VIH/sida et prisons : série de 13 feuillets d'informations (3e édition)

Revue VIH/sida, politiques et droit

- Revue canadienne VIH/sida et droit, volume 9, numéro 1 (avril 2004)
- Revue canadienne VIH/sida et droit, volume 9, numéro 2 (août 2004)
- Revue VIH/sida, droit et politiques, volume 9, numéro 3 (décembre 2004)

Nouvelles du Réseau

- Nouvelles du Réseau, numéro 16, juillet 2004
- Nouvelles du Réseau, numéro 17, septembre 2004
- Nouvelles du Réseau, numéro 18, décembre 2004
- Nouvelles du Réseau, numéro 19, mars 2005

Communiqués

- Une politique publique qui coûte des vies : Notes de discours du Réseau juridique concernant l'échec du gouvernement canadien à financer adéquatement la lutte contre le VIH/sida – 8 avril 2004
- ▶ Les récents amendements à la Loi sur les brevets : un bon début — mais il faut poursuivre le travail — 20 avril 2004
- ▶ Le Canada va de l'avant avec le projet de loi C-9 sur les exportations de médicaments à prix réduit : les ONG déclarent l'initiative importante et engagent vivement les autres pays à éviter les écueils du modèle canadien — 28 avril 2004
- ▶ Journée mondiale pour un vaccin contre le sida : une coalition d'organismes exhorte le gouvernement à augmenter le financement du Plan canadien pour des vaccins anti-VIH – 18 mai 2004

- Prison Needle Exchange: Lessons from a Comprehensive Review of International Evidence and Experience
- Privacy Protection and the Disclosure of Health Information: Legal Issues for People Living with HIV/AIDS in Canada
- Proceedings from Human Rights at the Margins: HIV/AIDS, Prisoners, Drug Users and the Law, a satellite conference of the XV International AIDS Conference
- Programming HIV/AIDS: A human rights approach A tool for development and community-based organizations responding to HIV/AIDS (2004)
- Statement re: 16th International AIDS Conference (Toronto 2006)
 entry into Canada for people living with HIV/AIDS
- Submission to the Standing Committee on Industry, Science and Technology on Proposed Government Amendments to Bill C-9
- Submissions by the Legal Network and other Canadian civil society organizations to Industry Canada and Health Canada regarding the draft regulations accompanying Bill C-9
- ▶ Syringe Exchange Programs in Prisons: Reviewing the Evidence

HIV/AIDS Policy & Law Review

- Canadian HIV/AIDS Policy & Law Review, Volume 9, Number 1 (April 2004)
- ► Canadian HIV/AIDS Policy & Law Review, Volume 9, Number 2 (August 2004)
- ► HIV/AIDS Policy & Law Review, Volume 9, Number 3 (December 2004)

Network News

- Network News, Issue 16 July 2004
- Network News, Issue 17 September 2004
- Network News, Issue 18 December 2004
- Network News, Issue 19 March 2005

Press releases

- ➤ Statement of Bill C-9: An Act to Amend the Patent Act and the Food and Drug Act 2 April 2004
- Deadly Public Policy: Statement by the Legal Network on the Federal Government's failure to provide adequate funding for the fight against HIV/AIDS - 8 April 2004
- ▶ Latest amendments to Canada Patent Act a good start, but still need work - 20 April 2004
- Canada proceeds with Bill C-9 on cheaper medicine exports: NGOs say initiative is important, and urge other countries to avoid the flaws in the Canadian model - 28 April 2004
- "World AIDS Vaccine Day: Coalition of organizations urge government to fund Canadian HIV Vaccine Plan" - 18 May 2004
- ► Montreal Police Discriminate Against People Living with HIV/AIDS: Community Groups Demand Human Rights Commission Inquiry - 4 June 2004

- ▶ Le Service de police de la Ville de Montréal discrimine les personnes vivant avec le VIH/sida : des organismes de lutte contre le sida et pour les droits humains demandent à la Commission québécoise des droits de la personne d'enquêter 4 juin 2004.
- ▶ Agir pour la santé et les droits humains : Participation du Réseau juridique canadien VIH/sida à la XVº Conférence internationale sur le sida à Bangkok (Avis aux médias) 7 juillet 2004
- Des militants pour les traitements, microbicides et vaccins anti-VIH/sida publient un plan d'action et un énoncé d'engagement commun, Bangkok, Thaïlande – 14 juillet 2004
- ▶ Le Thai Drug Users' Network récipiendaire du Prix de l'Action International 2004, Bangkok, Thaïlande – 14 juillet 2004* version Thai disponible
- Le Réseau juridique nomme une nouvelle directrice générale
 7 septembre 2004
- Une infirmière de Vancouver et la Pivot Legal Society lauréates de prix humanitaires canadiens – 9 septembre 2004
- L'échange de seringues en prison porte fruit dans d'autres pays.
 De tels programmes sont urgemment requis dans les prisons du Canada – 27 octobre 2004
- Agenda idéologique néfaste pour la réponse à l'épidémie mondiale du VIH/sida - Le Canada devrait dénoncer les politiques sur le VIH/sida de Bush à l'occasion de sa visite au pays - 29 novembre 2004
- Le stigmate et la discrimination alimentent l'épidémie de VIH/sida au Canada – 26 janvier 2005
- Le SCC félicité de son leadership pour le tatouage sécuritaire - 28 janvier 2005
- ▶ Le bâillon états-unien contre l'échange de seringues nuit aux efforts de l'ONU contre le VIH/sida – 3 mars 2005
- Trousses sécuritaires pour le crack : importantes pour la santé des utilisateurs de drogue – 31 mars 2005

- Action for Health and Human Rights: Highlights of Canadian HIV/AIDS Legal Network participation in the XV International AIDS Conference, Bangkok, Thailand - 7 July 2004
- Thai Drug Users' Network Named 2004 International Award Recipient, Bangkok, Thailand - 14 July 2004
- HIV/AIDS Treatment, Microbicide and Vaccines Advocates Release Plan of Action and Joint Statement of Commitment, Bangkok, Thailand - 14 July 2004
- ► Canadian HIV/AIDS Legal Network Appoints New Executive Director - 7 September 2004
- Vancouver nurse and Pivot Legal Society receive Awards for Action on HIV/AIDS and Human Rights - 10 September 2004
- Needle exchange programs proven beneficial in prisons outside Canada, urgently needed in Canadian prisons – 27 October 2004
- Affordable medicines for developing countries Human rights group warns initiative could fail, calls on generic companies and the federal government to take action - 19 November 2004
- Ideological pandering undermines effective response to global AIDS pandemic - Canada should send message on Bush AIDS policies during state visit - 29 November 2004
- Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada - 26 January 2005
- CSC Applauded for Leadership on Safer Tattooing
 28 January 2005
- ▶ U.S. Gag on Needle Exchange Harms U.N. AIDS Efforts: The Canadian HIV/AIDS Legal Network calls on Ottawa to defend proven HIV prevention strategies - 3 March 2005
- Canadian HIV/AIDS Legal Network tells committee that Parliament should repeal Criminal Code provisions on prostitution - 15 March 2005
- ➤ Safe-crack kits important for health of drug users: joint statement by the Canadian HIV/AIDS Legal Network and the Canadian AIDS Society - 31 March 2005

Couverture médiatique choisie Selected media coverage

PRESSE ÉCRITE/PRINT

« La lutte du Canada contre le sida est jugée trop timide » Le Devoir, Manon Cornellier, 09/04/2004

"Bill on cheap drugs for poor countries may still impede generic firms, critics say" Globe and Mail, Steven Chase, 21/04/2004

"Activists Claim Partial Victory on Export of Generic Drugs" Inter Press Service (Africa), Saul Chernos, 05/05/2004

« Adoption de la loi sur l'exportation de médicaments dans les pays pauvres » Presse canadienne, Sylvain Larocque, 05/05/2004

« Sida : pas de preneurs pour les médicaments canadiens » La Presse, Louise Leduc, 11/07/2004

"Thai Drug Users Network bags award honouring its efforts at ensuring rights" The Bangkok Post, Anjira Assavanonda, 15/07/2004

« Paisan Suwannawong, de la toxicomanie aux honneurs

Le Monde, Paul Benkimoun, 17/07/2004

de la tribune »

"Prison's second death row" The Lancet, Rachael Davies, 24/07/2004

"Rogue safe injection site nurse honoured with international award" The National Post, Jeremy Hainsworth, 13/09/2004

"Canada: Needle Exchange Needed in Prisons to Combat Spread of Disease, Groups Say" Canadian Press, Greg Bonnell, 27/10/2004

"Need needle exchange in Canadian prisons" Edmonton Sun, Mindelle Jacobs, 27/10/2004

« Des programmes d'échange de seringues doivent être implantés dans les prisons » Canadian Press, 28/10/2004

"Needle exchange programme for jails urged" Irish Examiner, Noel Baker, 16/11/2004

"EUA atacam programas de combate à Aids" Jornal do Brasil, Arthur Ituassu, 13/03/2005

"Group fights discrimination" Winnipeg Sun, 26/01/2005

RADIO

CBC Radio "The Current", Anna Marie Tremonti, 13/04/2004

Le projet de loi C-9 sur les exportations de médicaments à prix réduit / Bill C-9 on the export of low-cost generic medecines

CBC Radio News (Toronto) "Here and Now", Avril Benoit, 31/08/2004

La criminalization de la transmission du VIH / The criminalization of HIV transmission

TÉLÉVISION/TELEVISION

Radio-Canada, 26/01/2005

Plan d'action contre la stigmatisation reliée au VIH/sida / Plan of Action against HIV/AIDS-related stigma

CFCF CTV News, Todd Van der Haydn, 02/04/2004

Lieux d'injection sécuritaires / Safe injection sites

Medical Hotseat, Discovery Health TV, Avery Haines, 16/05/2004

Dépistage obligatoire du VIH et divulgation / Mandatory HIV testing and disclosure

Remerciements **Acknowledaments**

La générosité de nos contributeurs est vitale à la réussite de nos programmes et projets.

Nous sommes reconnaissants à tous les individus qui nous ont fait des dons pendant l'année budgétaire 2004-2005. Plusieurs ont demandé à demeurer anonymes. Les autres sont notamment Alan Conter, Line Beauchesne, Jean-Pierre Bélisle, Garry Bowers, Glen Brown, Theodore de Bruyn, Eric Descoteaux, Josée Dussault, Mark Gallop, Dr. Sandra Teresa Hyde, William D. Karchner, René Lessard, Stefan Matiation, Ken Morrison, Eugene Oscapella, Gaétan Ouellet, et Bruno Turmel. Leurs dons nous ont permis, entre autres, de gérer un programme de bourses pour des participants à notre assemblée générale annuelle (a.g.a.), et de présenter les Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains.

Nous remercions aussi les compagnies pharmaceutiques suivantes, pour leurs contributions en 2004-2005 : Bristol-Myers Squibb a contribué au fonds de bourses pour l'a.g.a. et à des ateliers d'accroissement de la capacité; Laboratoires Abbott Limitée a contribué au fonds de bourses pour l'a.g.a.; et GlaxoSmithKline en partenariat avec Shire Biochem a commandité la réception d'accueil de l'a.g.a; et Pfizer Canada et Imaginus Canada qui ont aussi appuyé les activités du Réseau.

The generosity of our supporters ensures the success of our programs and projects.

We gratefully acknowledge all individual contributions received during the 2004/2005 fiscal year. Many of our individual donors have requested to remain anonymous. Other donors include: Alan Conter, Line Beauchesne, Jean-Pierre Bélisle, Garry Bowers, Glen Brown, Theodore de Bruyn, Eric Descoteaux, Josée Dussault, Mark Gallop, Dr. Sandra Teresa Hyde, William D. Karchner, René Lessard, Stefan Matiation, Ken Morrison, Eugene Oscapella, Gaétan Ouellet, and Bruno Turmel. Their donations have allowed us, among other things, to support a scholarship program for attendants of our Annual General Meeting; and to present the Awards for Action on HIV/AIDS and Human Rights.

We would like to acknowledge the following contributions during 2004/2005 from pharmaceutical companies: Bristol-Myers Squibb contributed to the scholarship funds for the AGM and skills building workshops; Abbott Laboratories Limited contributed to the AGM scholarship fund; and GlaxoSmithKline in partnership with Shire BioChem contributed to the welcoming reception of the AGM; and Pfizer Canada and Imaginus Canada also supported Network activities.

Pour leur appui aux projets et programmes du Réseau, nous remercions en particulier :

- ▶ l'Agence de santé publique du Canada, pour le financement opérationnel et les subventions à des projets du Réseau;
- ▶ les donateurs gouvernementaux suivants : la Direction des affaires internationales, Santé Canada; l'Agence canadienne de développement international; Développement des ressources humaines Canada; et le Bureau de lutte contre le sida de l'Ontario:
- ▶ les donateurs et contributeurs canadiens suivants : Nota Bene Communication: et le B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS:
- ▶ les donateurs internationaux suivants : International Harm Reduction Development Program de l'Open Society Institute; l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI); le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA); l'Initiative OMS-ONUSIDA pour un vaccin contre le sida; la Communauté de la Caraïbe (CARICOM); la Hilda Mullen Foundation; Human Rights Watch; et la John M. Lloyd Foundation.

For their support of Network projects and programs, particular thanks go to:

- ▶ Public Health Agency of Canada, which provided core and project funding;
- ▶ the following other government funders: the International Affairs Directorate, Health Canada; the Canadian International Development Agency; Human Resources Development Canada; and the Ontario AIDS Bureau;
- other Canadian donors and supporters: the BC Centre for Excellence in HIV/AIDS; and Notabene Communications;
- ▶ international funders: International Harm Reduction Development Program, Open Society Institute; the International AIDS Vaccine Initiative (IAVI); the Joint *United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)*; the WHO-UNAIDS HIV Vaccine Initiative: the Caribbean Community (CARICOM): the Hilda Mullen Foundation: Human Rights Watch; and the John M. Lloyd Foundation.

Regard vers l'avenir Looking ahead

Avec l'appui de ses membres, organismes partenaires et donateurs, le Réseau juridique a hâte de donner suite à ces accomplissements, en 2005-2006. Nous espérons que le Congrès international sur le sida de 2006, à Toronto, sera une occasion de mettre en relief les nombreux défis de droits humains liés à la réponse nationale et mondiale au VIH/sida. Le besoin d'attention aux protections juridiques et de droits humains pour les personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables ne risque pas de s'atténuer, dans le contexte actuel; par conséquent, notre engagement à faire progresser les droits humains liés au VIH/sida demeurera solide.

With the support of our members, partner organizations and donors, the Legal Network looks forward to building on these achievements in 2005-06. The 2006 International AIDS Conference in Toronto will, we hope, be an occasion to spotlight the numerous human rights challenges faced in responding to HIV/AIDS nationally and globally. The need for attention to legal and human rights protections for those living with and vulnerable to HIV/AIDS is unlikely to diminish in the current environment, and our commitment to advancing human rights linked to HIV/AIDS will not flag.

États financiers Financial Statements

Réseau juridique canadien VIH/sida inc. États financiers condensés pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 2005 Canadian HIV/AIDS Legal Network, Inc. Financial summary for the fiscal year ending March 31, 2005

Bilan	Financial Position		
		2005	2004
Actif – Court terme	Current Assets	(\$)	(\$)
Encaisse	Cash	263,445	320,888
Fonds de marché monétaire	Money market fund	9,289	9,183
Sommes à recevoir	Accounts receivable	87,614	36,070
Contributions et subventions à recevoir	Contributions and grants receivable	116,603	116,490
Frais payés d'avance	Prepaid Expenses	27,319	7,529
		504,270	490,160
Immobilisations	Capital Assets	9,945	2,156
		514,215	492,316
Passif – Court terme	Current Liabilities		
Comptes-fournisseurs et frais courrus	Accounts payable and accrued charges	291,388	227,147
Cotisations perçues d'avance	Deferred revenue	6,936	11,614
Subventions reportées	Deferred grants	137,632	171,360
	Deferred grams Deferred restricted donation	137,032	5,290
Don affecté reporté	Dejerrea restrictea aonanon		
	***	435,956	415,411
Actifs nets	Net assets		
Actifs nets investis en immobilisations	Invested in capital assets	9,945	2,156
Actifs nets non affectés	Unrestricted net assets	68,314	74,749
		78,259	76,905
		514,215	492,316
Résultats	Operations		
Tiouriato	o por anono	2005	2004
Produits	Revenue	(\$)	(\$)
Cotisations	Memberships	17,057	19,008
Contributions et subventions	Contributions and grants	1,614,575	1,617,385
Dons	Donations Donations	26,486	32,330
Divers	Miscellaneous	6,171	3,256
Intérêts	Interest	202	230
IIIGIGIS	merest	1,664,491	1,672,209
Charges	Expenses	1,004,431	1,072,203
Opérations	Operational Funding	519,104	442,647
Projet sur les questions	Operational Funding	319,104	442,047
juridiques et éthiques	Legal and Ethical Issues Project	543,041	424,659
Projet d'accroissement	Legal and Enfical Issues I Tojeci	343,041	424,033
	Capacity Building Among Lawyers		25.049
de la capacité chez les avocats			35,048
Malatra da casa da cas	Community Mobilization against		101 405
Mobilisation communautaire	Stigma and Discrimination	-	101,425
Suivi à l'arrêt Cuerrier	Cuerrier Follow-up	-	22,875
Autres projets du Réseau - Canada	Other Network Activities - Canada	69,176	92,346
Satellite conférence internationale	International AIDS Conference Satellite	101,876	24,578
Projet CARICOM	CARICOM Project	44,704	45,681
Projet Kenya et Zambie (ACDI)	Kenya and Zambia Project (CIDA)	78,903	194,381
Recherche & plaidoyer vaccin anti-VIH	HIV Vaccine Research & Advocacy	-	46,672
	HIV/AIDS in Prisons in Eastern		
VIH en prison Europe de l'Est	Europe and fSU	71,080	64,845
Collaboration, traitements,	Treatment, Vaccine and		
vaccins et microbicides	Microbicide Collaboration	76,633	120,091
Tournée d'études dans des prisons	Prison Study Tour	36,751	1,570
Études de cas de l'ONUSIDA			
en contentieux lié au VIH/sida	UNAIDS Case Studies	21,798	4,270
Loi modèle sur le VIH/sida	Model Legislation on HIV/AIDS	60,214	-
Autres programmes internationaux	Other Network Activities - International	39,857	45,337
		1,663,137	1,666,425
Excédent des produits sur les charges	Excess of revenue over expenses		
(Insuffisance)	(Deficiency)	1,354	5,784

Pour plus d'information sur le Réseau juridique canadien VIH/sida ou sur la présente publication, contacter :

Réseau juridique canadien VIH/sida 1240, rue Bay, bureau 600 Toronto (Ontario) M5R 2A7

Tél.: (416) 595-1666 Téléc.: (416) 595-0094 Courriel: info@aidslaw.ca Site Web: www.aidslaw.ca

On peut télécharger ce document à http://www.aidslaw.ca/francais/lereseau. htm#docorg ou en commander des exemplaires à l'adresse ci-dessus.

Cette publication a été réalisée grâce au financement de l'Agence de santé publique du Canada.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence de santé publique du Canada.

For further information about the Canadian HIV/AIDS Legal Network or about this publication, please contact:

Canadian HIV/AIDS Legal Network 1240 Bay Street, Suite 600 Toronto, Ontario M5R 2A7 Tel: (416) 595-1666 Fax: (416) 595-0094 Email: info@aidslaw.ca Website: www.aidslaw.ca

Further copies can be retrieved at www.aidslaw.ca/about.htm#orgdoc or ordered at the address above.

Funding for this publication was provided by the Public Health Agency of Canada.

The opinions expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily reflect the official views of the Public Health Agency of Canada.

